

Noir et Rouge Numéro 23 Février 1963

Éditorial

Depuis longtemps nous ne nous sommes entretenus avec nos lecteurs, aussi profiterons-nous de ce début d'année, « calme » paraît-il, pour faire le point rapidement, tant que les événements d'une année « calme » ne nous entraînent vers d'autres préoccupations, d'autres urgences...

Le moins qu'on puisse dire, c'est que 1962 fut, elle, une année agitée, pleine de conflits et de rebondissements. Et devant ces problèmes le devoir de tout anarchiste était de prendre position, fût-elle difficile, délicate à prendre.

Ainsi, il y eut l'Algérie et, en cette affaire, l'attitude libertaire était claire : solidarité avec le peuple algérien contre le colonialisme français. Aussi sommes-nous étonnés quand de bons apôtres viennent nous dire maintenant : « À quoi cela a-t-il abouti ? À instaurer un nouvel État, oppresseur à son tour, etc. » le tout d'un air surpris, voire indigné. Eh quoi ? Les Algériens avaient-ils promis de créer une société libertaire ? Cela se serait su et, au bout de la lutte de libération nationale, l'État, immanquablement, se profilait. Cela étant, nous maintenons que toute libération future du peuple algérien ne pouvait que passer d'abord par la destruction du colonialisme, l'étape suivante étant sa lutte contre le pouvoir étatique, la bureaucratie et les nouveaux nantis. Là est la véritable révolution, bien plus difficile à faire, au fond, que celle des armes.

Il y eut aussi Cuba. Sur ce problème également, la position des libertaires aurait dû, devrait, être simple. S'il était normal d'approuver la lutte contre Batista, il était déjà bien moins normal de crier « Vive Castro » à sa victoire : avait-il, lui aussi, promis de ne pas faire d'État ? Certes non, et de l'enthousiasme intempestif de certains camarades pourtant chevronnés à la déception suivie par réaction d'un soutien quasi absolu aux efforts interventionnistes des USA, il n'y avait qu'un pas... Cela, nous ne pouvions l'accepter, d'où notre prise de position, en 1962, sur la question cubaine. Aux bousculades des uns, soit dans le camp dit occidental, soit dans le camp castriste avec son aide russe, nous avons opposé la vieille position « 3e front » de lutte contre les Blocs et, plutôt que de savoir si Castro deviendrait communiste orthodoxe ou hétérodoxe, notre camarade Renof concluait dans le n° 21 de NR qu'il faut surtout se demander comment le peuple cubain pourra retrouver ses libertés, sans rien perdre de ce qu'il a acquis.

Sur ce point, Cuba, comme sur d'autres, nous avons essayé et essaierons de rester fidèles à nos objectifs : travail de recherche et d'étude de tous les problèmes, avec notre optique anarchiste, attaque impitoyable de tous les tabous, y compris ceux ayant cours en nos propres milieux. Tant pis si cela fait mal. Ce ne sont pas les sujets qui manquent : le racisme, dont nous reparlerons très bientôt, Israël et le problème des kibboutzim, la Franc-Maçonnerie, vieux sujet « délicat » dont il est de règle de peu parler dans les publications anarchistes, et dont, justement, nous avons déjà parlé. Nous en reparlerons aujourd'hui, demain s'il le faut...

Voilà ce que nous voulions dire à nos lecteurs, en ce début d'année 1963, année « calme » pour le peuple français, avec son Guide élu et aimé qui lui prépare une dégelée de coups de pied au c... dont ledit peuple appréciera bientôt les effets. Année « calme » où, la guerre d'Algérie terminée, les criminels OAS sont graciés à tour de rôle, et libérés. Pendant ce temps-là, les objecteurs, les insoumis restent en prison, pour eux la guerre continue. Un exemple précis ? Michel BOUJUT [i], déserteur, « coupable » de ne pas avoir voulu participer à la boucherie algérienne : 10 ans de prison ferme. Le même tribunal (Bordeaux) condamne par contre Lucien CASTILLO, déserteur ayant, lui, rejoint l'OAS, à 3 mois de prison avec sursis.

C'est tout. Ah si, encore un mot : il y a un an, c'était le métro « Charonne », comme c'est loin !

COLLECTIVITÉS VOLONTAIRES EN ISRAËL

LES ÉLÉMENTS LES PLUS IMPORTANTS POUR COMPRENDRE LES KIBBOUTZIM SONT LES SUIVANTS :

1. les kibboutzim ont maintenu leur production collective sans aucune relation d'employeur à employé parmi leurs membres, ni direction autoritaire de leur production. Toutefois, les décisions concernant la production sont prises à présent, moins par le groupe entier que par les comités.
2. les kibboutzim ont maintenu une forme collective et presque égalitaire de vie sociale et de consommation. Par des liens sociaux étroits entre leurs membres et par le fait d'élever leurs enfants en communauté, les kibboutzim ont prouvé qu'une telle vie sociale collective est non seulement viable, mais présente de nombreux avantages, bien que naturellement, tous les problèmes n'en soient pas pour autant résolus.
3. au commencement, aucun contrôle du genre de ceux exercés par les gouvernements, les églises ou la presse en ce qui concerne les idées ou les opinions politiques n'existait dans la plupart des kibboutzim. Aujourd'hui, cette forme de pression et de contrôle existe sur les idées politiques dans plusieurs kibboutzim.
4. les kibboutzim n'influencent que très légèrement les problèmes et les activités des autres travailleurs, du fait que la lutte des classes est aujourd'hui très faible dans le pays. Toutefois, les kibboutzim ne sont pas apolitiques et constituent l'opposition de gauche dans le pays.
5. les kibboutzim n'ont pas été établis sur la seule base de l'idéalisme. Ils ont été soutenus – volontairement ou non – par les Juifs qui venaient chercher refuge en Palestine parce qu'il leur était presque impossible de construire autrement une base de production pour la population juive et l'État d'Israël, qui, au début, tenta de limiter et de modifier les kibboutzim, dut les accepter comme étant une nécessité pour le développement et la défense du pays.

* * * *

Avant d'examiner ces questions, il est utile d'avoir quelques informations d'ordre général :

Il y a aujourd'hui environ 225 kibboutzim en Israël, où vivent environ 80 000 personnes. Les plus petits et les plus récents ont environ 30 membres avec quelques enfants. Les plus grands environ 1 000 membres, sur une population d'environ 3 000 personnes (la plupart sont des enfants ou des parents de membres ; un homme et sa femme sont membres individuellement).

Les kibboutzim sont avant tout agricoles. La terre est louée, en effet, sans limitation de durée, par l'Organisation des terres publiques juives ; les bâtiments et l'équipement furent payés au début par des emprunts consentis par les organisations publiques et, plus tard, par les profits réalisés par les kibboutzim. La production des kibboutzim est vendue par l'intermédiaire d'une coopérative à l'échelon national. De plus, tous les plus grands kibboutzim possèdent de petits ateliers ou même des usines de moyenne importance qui assurent la mise en boîtes et l'emballage des aliments produits, la fabrication de tuyaux de plastique, de produits détergents, d'instruments aratoires, de mobilier, etc. Ces usines sont établies par le kibboutz dans ce but d'accroître ses revenus, et aussi pour permettre aux membres qui ne peuvent assurer un travail productif dans l'agriculture, ou dans une autre activité du kibboutz de ne pas demeurer des membres improductifs.

Environ la moitié des travaux du kibboutz ont une production directement commercialisable : fermes et ateliers. L'autre moitié des travaux sont nécessités par le travail et la vie des gens : atelier de réparation des machines agricoles et de fabrication d'outillage, construction de bâtiments et menuiserie, cantine, blanchisserie, confection de vêtements et ravaudage, nurserie, maisons d'enfants et écoles pour chaque âge, entretien et embellissement, hygiène, activités publiques de la

Fédération des kibboutzim.

Il existe trois fédérations de kibboutzim comprenant environ 70 kibboutzim chacune (il existe d'autre part une dizaine de kibboutzim religieux qui forment un groupe séparé et au moins un kibboutz ayant quitté sa fédération dans le but de réaliser de plus grands profits sans les avantages et inconvénients qu'implique l'appartenance à une fédération).

Chaque fédération possède un caractère politique et culturel particulier : deux fédérations sont surtout marxistes, mais présentent, bien que de façon non explicite et souvent même sans en avoir conscience, des caractéristiques anarchistes. Ces deux fédérations sont anti-occidentales et naturellement anti-religieuses. La différence entre ces deux fédérations réside surtout dans le fait que l'une est plus pro-arabe et l'autre plus orientée vers le militantisme nationaliste. La troisième fédération est social-démocrate et pro-occidentale.

Chaque fédération entretient un département pour conseiller et aider ses kibboutzim dans les domaines économiques, social et de l'éducation ; la fédération oriente l'aide des kibboutzim forts et développés au bénéfice de ceux qui sont faibles ou en voie de développement, notamment en envoyant travailler dans ces derniers, des membres expérimentés. Elle organise aussi les activités politiques et culturelles dans le pays : journaux, magazines, édition, activité du parti parlementaire qui est organisé par chacune des deux fédérations de gauche. La troisième fédération ne possède pas son parti propre, mais constitue elle-même l'aile gauche du parti social-démocrate.

Bien que chaque kibboutz et fédération vote certaines règles, aucune n'a édicté de constitution définie. Un kibboutz est libre de quitter sa fédération. Si une scission intervient au sein d'un kibboutz à propos de questions politiques (quelques cas se sont produits), la minorité reçoit une part de la terre du kibboutz et y construit ses nouvelles installations. Chaque kibboutz, dans son Assemblée Générale, accepte (rarement rejette) les candidats au titre de membre. Un membre garde la liberté de quitter le kibboutz lorsqu'il le désire ; ainsi en Israël on rencontre beaucoup de gens qui furent une fois dans leur vie membre d'un kibboutz.

Indépendamment des kibboutzim, il existe en Israël une dizaine de villages semi-collectifs dans lesquels la production est collective et le revenu divisé égalitairement entre les familles. Chaque famille a sa maison particulière, les enfants vivent avec leurs parents et les mères partagent leur temps de travail entre leur maison et la collectivité.

Il existe aussi un grand nombre (quelques centaines) de villages coopératifs dans lesquels chaque famille a une égale parcelle de terre et où les gros travaux et l'emploi des machines agricoles sont coopératifs. L'emploi d'ouvriers agricoles ou de saisonniers n'y est pas autorisé. Dans ces villages chaque famille tire son revenu de son propre travail sur sa propre parcelle.

Nous nous bornerons dans le cadre de cet article à ne considérer que les kibboutzim.

* * * *

Les premiers kibboutzim furent établis peu après 1900 par de jeunes Juifs qui venaient de Russie pour vivre en Palestine. Ils étaient des gens de la classe moyenne imprégnés par diverses idées socialistes et anarchistes, dévoués à l'idéal du travail productif et impatients de construire une terre d'accueil pour les Juifs persécutés d'Europe.

Ils trouvèrent que les Juifs qui étaient venus avant eux de Russie avaient édifié des fermes sur lesquelles ils employaient les paysans arabes et les nouveaux immigrants ne pouvaient trouver de travail du fait qu'ils ne pouvaient vivre avec un salaire aussi insignifiant que celui avec lequel vivaient les Arabes de l'endroit. Quelques-uns des nouveaux immigrants décidèrent alors de devenir des producteurs collectifs, plutôt que de rechercher continuellement un emploi. Ils obtinrent du Fonds sioniste, la terre et des prêts pour l'équipement. Pendant des années, ils asséchèrent des marécages et débarrassèrent les champs des pierres qui s'y trouvaient et y édifièrent de petites collectivités fermières.

Au début, leur vie était physiquement très rude. Mais ils étaient animés par l'enthousiasme de l'aventure, autant que par leur idéal élevé de liberté qui leur donnèrent l'élan de créer ces îlots d'une nouvelle forme sociale, aussi détachée de la société passée que les immigrants avaient connue que de celle de leurs nouveaux voisins.

Les membres d'un kibboutz vivaient alors sous des tentes ou de grossières huttes de bois et travaillaient très dur.

Production et consommation étaient collectives et l'égalité était appliquée strictement. Les femmes insistaient pour être égales aux hommes dans le travail. Il n'y avait aucune propriété privée. Chaque membre vivait avec un ou plusieurs autres dans une pièce ou sous tente. Si un homme et une femme décidaient qu'ils souhaitaient vivre ensemble, ils demandaient simplement à l'Assemblée de leur attribuer une pièce pour eux seuls. Les enfants étaient élevés, dès la naissance, dans des maisons d'enfants particulières, où ils formaient une société enfantine égalitaire, soignés par quelques femmes membres du kibboutz.

Tous les membres d'un même kibboutz se réunissaient plusieurs fois par semaine, en Assemblée Générale, en fin de journée, pour trouver des solutions aux problèmes posés par le travail et la vie des kibboutz. Il y avait aussi une intense vie sociale commune : chants, groupes de danse, discussion collective du caractère et du comportement de chacun dans ses relations avec les autres, etc.

Peu à peu les kibboutzim s'agrandirent parce qu'il était essentiel d'augmenter la production agricole et une existence politique pour les immigrants juifs.

Aujourd'hui, l'État juif est hostile aux kibboutzim, mais il ne peut pas tenter de les détruire. Les kibboutzim sont entièrement loyaux envers l'État juif, bien que, depuis 1948, la plupart d'entre eux demandent l'instauration d'un État ouvrier judéo-arabe au lieu de la permanence de l'État juif actuel.

Les kibboutzim ont toujours à l'égard des Arabes une attitude beaucoup plus amicale que le reste de la population juive. Il existe d'ailleurs dans quelques kibboutzim des groupes de jeunes arabes qui vivent et travaillent comme apprentis dans la production et la politique. Avant que les Arabes soient chassés ou aient fui comme réfugiés hors d'Israël, beaucoup de kibboutzim avaient à cœur de conserver d'étroites relations avec les villages arabes. Pourtant aujourd'hui quelques kibboutzim travaillent des terres qui appartiennent à des paysans arabes, réfugiés à l'étranger.

Aujourd'hui, dans les kibboutzim bien établis, le standard de vie est satisfaisant. Chaque couple a un très petit appartement dans des maisons qui, généralement, en comprennent quatre. Les enfants ne vivent pas avec leurs parents, mais passent avec eux toutes leurs heures de liberté de l'après-midi et de la soirée (jusqu'à ce que, devenant des adultes ils préfèrent passer une partie de leur temps libre avec quelque autre de leur âge).

Les enfants étudient à l'école du kibboutz jusqu'à l'âge de 18 ans. Peu après cet âge, ils peuvent poser leur candidature pour devenir membre du kibboutz. Dans les kibboutzim de gauche, la plupart des jeunes deviennent membres du kibboutz alors que dans les kibboutzim social-démocrates, la moitié seulement des jeunes restent au kibboutz à la fin de leur scolarité.

Ils restent généralement dans le même kibboutz, épousant quelqu'un de leur kibboutz ou d'un autre, ou quelqu'un n'appartenant pas au système kibboutz.

Production

Dans chaque kibboutz un certain nombre de membres sont devenus spécialistes des différentes branches de l'agriculture, ce qui permet l'emploi des machines agricoles modernes et l'application de méthodes de culture scientifiques. Après qu'un membre (ou un fils ou une fille qui devient un nouveau membre) a travaillé pendant quelques années, il devient généralement spécialisé dans une

branche particulière de travail. Ceux qui ne se sont pas spécialisés reçoivent quotidiennement une tâche parmi les travaux qui doivent être faits ou bien sont affectés au « coup de main » dans une section dont la main d'œuvre est momentanément insuffisante, ou bien encore sont employés aux cuisines, etc.

Un petit nombre de femmes sont employées dans l'agriculture mais la plupart travaillent aux cuisines, au blanchissage, au service, ou assurent les soins et l'enseignement des enfants.

La répartition quotidienne du travail est faite par un petit comité qui est changé chaque année. L'attribution d'un travail permanent à un membre est faite de façon informelle : cela dépend de l'intérêt du membre et du travail demandé et aussi de la nécessité ou non d'adjoindre un nouveau travailleur supplémentaire à ce travail. Si le travail demandé est individuellement important et requiert une formation coûteuse – comme celle d'un enseignant ou d'un ouvrier professionnel – c'est l'ensemble du kibboutz qui prend la décision, qui donne ou non son accord. La décision suprême concernant ce que le kibboutz devrait produire et quelle part du revenu devrait être affectée aux productions ultérieures (ou à la construction de maisons et autres dépenses de consommation) est élaborée et proposée par un grand comité et soumise à l'approbation de l'Assemblée Générale du kibboutz. Les décisions de détail particulières à chaque secteur productif, champs de céréales, orangeries, atelier d'outillage, cuisines, écoles, etc. sont prises par les responsables de secteurs et les travailleurs permanents de ces secteurs. De plus un secrétaire central à la production assure la solution des problèmes quotidiens. Les responsables de ces fonctions sont élus chaque année par l'Assemblée Générale du kibboutz. Toutefois comme les kibboutzim deviennent de plus en plus importants, les problèmes posés aux responsables de l'économie centrale deviennent de plus en plus compliqués et ces responsables sont souvent choisis parmi les membres auxquels le kibboutz a fait donner une formation spéciale (de trois mois à deux ans) dans ces matières. On constate aussi une tendance de l'Assemblée Générale à devenir passive en ce qui concerne les décisions économiques depuis que la complexité de ces problèmes est devenue telle que, pour pouvoir en juger, il est nécessaire d'en avoir une connaissance particulière. Cependant cela ne signifie pas que l'Assemblée Générale accepte toujours les propositions du secrétaire ou du comité de production.

Les relations de travail sont dans l'ensemble libres et égalitaires. Un responsable de secteur n'est rien de plus qu'un des membres de ce secteur. Parfois une même personne demeure responsable de secteur pendant plusieurs années ; cela se produit lorsque cette personne est de loin la meilleure et la plus active de ce secteur ou bien lorsque personne d'autre n'accepte d'assumer cette tâche. Mais même dans ce cas, non seulement il n'a aucun pouvoir économique sur les autres – son seul pouvoir étant un pouvoir moral – mais il n'a, à aucun moment le sentiment d'être un chef. C'est cela sans doute plus que toute autre chose, qui fait l'unique atmosphère qui est celle du kibboutz. Dans les usines de kibboutz il y a plus souvent un léger caractère de commandement dans les relations des responsables envers les autres membres. Cette situation trouve peut-être sa source dans le fait que, contrairement à l'agriculture, beaucoup d'usines de kibboutz emploient du personnel étranger au kibboutz, en plus des membres du kibboutz qui y travaillent, ou en assurent la direction. Ces dirigeants imposent au personnel des relations de patron à ouvrier. L'emploi des travailleurs est naturellement contraire aux principes des kibboutzim et les kibboutzim ont fait de durs efforts pour y mettre fin et ont d'ailleurs réussi à le réduire ; mais il leur est, du point de vue économique, très difficile de s'en passer.

Dans quelques cas, l'emploi d'un grand nombre de gens de l'extérieur dans les usines des kibboutz a eu sur le kibboutz des conséquences très néfastes : l'atmosphère politico-sociale s'est dégradée et les membres du kibboutz qui dirigeaient l'usine commencèrent à agir comme s'ils en étaient les patrons et allèrent même jusqu'à vivre un peu mieux que les autres membres, dépensant de l'argent, utilisant les automobiles de l'usine, etc.

Le plus grand problème posé par le travail et l'ensemble de la vie du kibboutz est que pour beaucoup de membres, notamment les femmes, le travail n'est pas intéressant.

Les kibboutziens constituent une classe moyenne, non qu'ils soient des bourgeois, mais du fait de

leur éducation et de ce qu'ils attendent de la vie, bien que leur dur travail et leur condition de non-exploiteurs les rattachent naturellement à la classe ouvrière.

En conséquence, ils veulent que leur travail même devienne intéressant, mais leur niveau technologique de production n'est pas assez élevé pour le leur permettre.

Consommation

La maison kibboutzienne typique comprend quatre pièces, ou quatre petits appartements, soit une capacité de quatre membres ou couples. Au fur et à mesure que de meilleures maisons sont construites, les anciens membres les occupent généralement, les jeunes prenant leur place dans les habitations moins modernes. À part cela, la consommation est plus égale pour chacun. Tous les repas sont pris dans la salle à manger commune (qui, dans les kibboutzim les plus riches, est souvent un très beau bâtiment) alors que les membres préparent leur thé de l'après-midi dans leur chambre. Chaque membre reçoit le même montant de vêtements neufs et d'équipement personnel varié. Les objets de plus de valeur, comme radios, etc. sont donnés dans quelques kibboutzim à tous les membres en même temps, dans d'autres kibboutzim, les membres les plus anciens sont servis les premiers quand la trésorerie du kibboutz ne permet pas de les acheter tous en une seule fois.

Les membres qui – avec l'accord de leur kibboutz – travaillent à l'extérieur (dans le gouvernement, dans les institutions publiques ou, rarement, dans un emploi technique, pour un employeur privé) donnent leur salaire au kibboutz et reçoivent en retour l'argent suffisant pour couvrir leurs dépenses à l'extérieur. Du temps, en déduction de leur travail, est accordé aux artistes et aux écrivains, mais s'ils vendent leurs œuvres, ils sont supposés en verser le montant au kibboutz.

Quelques inégalités demeurent en raison, d'une part, de ce que certains membres reçoivent de leurs parents ou relations, de nombreux cadeaux, et d'autre part, du fait que quelques-uns, parmi ceux qui travaillent à l'extérieur, ont l'occasion de s'acheter différentes choses et de vivre mieux lorsqu'ils sont en ville.

Aucun membre de kibboutz n'est supposé avoir d'argent, et ceux qui perçoivent des dommages de guerre, en raison des atrocités nazies, dont ils furent victimes, doivent remettre ces fonds au kibboutz. (Toutefois, il y a eu quelques cas de membres ayant passé outre à la règle kibboutzienne et qui préférèrent quitter le kibboutz plutôt que de renoncer à ces fonds).

Le kibboutz fournit à ses membres tout ce dont ils ont besoin, y compris les cigarettes pour ceux qui fument, la biscuiterie pour consommer chez soi, et les gâteaux et vins pour les réceptions personnelles des membres ou leurs réunions familiales. Chaque membre reçoit un peu d'argent lorsqu'il se rend à la ville ou pour ses (courts) congés annuels. Quelques kibboutzim envoient chaque année un petit nombre de ses membres passer leurs vacances en Europe.

Il y a de nombreux petits problèmes au sujet de l'égalité. Par exemple : les membres qui ne fument pas devront-ils recevoir un supplément de chocolat en compensation des cigarettes que les fumeurs reçoivent (il a été décidé que non), etc.

L'égalité dans la consommation est protégée par la consommation collective, par exemple : le fait que les kibboutziens prennent leurs repas ensemble plutôt que de recevoir une même somme d'argent à dépenser en nourriture. Il existe une pression tendant à réduire le caractère collectif de la consommation de telle sorte que les gens puissent varier le choix des choses selon leurs goûts individuels. Il n'y a aucune pression contre l'égalité ; le seul mécontentement qui existe n'est pas contre l'égalité, mais contre l'inégalité que constitue le fait qu'un petit nombre de membres parviennent à se créer une vie plus agréable que celle des autres.

Vie sociale

Le kibboutz organise des concerts, des conférences, des projections cinématographiques, des cercles

d'études, des fêtes locales, l'action politique dans la région, etc. Il existe aussi un comité qui prend en considération les problèmes individuels à la demande des membres, par exemple les demandes spéciales de consommation particulières ou les besoins personnels des membres (chaque membre a le droit de faire venir ses parents pour vivre au kibboutz en tant qu'invité permanents ; un membre peut désirer s'absenter du kibboutz pour quelque temps, pour des motifs personnels, etc.). Tous ces problèmes reçoivent leur solution de ce Comité dont la presque totalité des membres sont changés chaque année par l'Assemblée Générale. Dans chaque kibboutz et notamment dans les plus anciens, des cercles d'amis se forment de façon informelle : des gens se rendent visite pour le thé, d'autres se lient d'une amitié intime, des attirances plus ou moins secrètes se tissent entre hommes et femmes, etc. Tout cela constitue une source de commérages, ce qui n'est pas étonnant si l'on considère qu'un kibboutz a les dimensions d'un petit village et que les kibboutziens travaillent et vivent en une communauté plus étroitement close qu'aucune autre. Quelques personnes souffrent de se voir contrôlées par l'opinion publique et les regards braqués sur leur intimité. Il y a au kibboutz un degré d'intimité qui suffit pour la plupart des gens, mais pas pour toutes les personnalités ni toutes les situations de la vie.

La plupart des kibboutziens ont parmi leurs membres des gens plus « éminents » que d'autres (plus connus et plus actifs) ou plus respectés, ou plus aimés, soit qu'ils soient importants politiquement ou intellectuellement dans le pays, ou qu'ils soient particulièrement compétents pour les problèmes sociaux ou économiques du kibboutz, ou encore parce qu'ils travaillent plus sérieusement ou sont d'un caractère agréable et intéressant. Les gens qui sont plus instruits techniquement ou économiquement et qui sont souvent en position de prendre les décisions relatives à la production ne sont pas nécessairement admirés ou aimés pour cela. Il n'existe rien qui ressemble à une classe dirigeante ou à un contrôle des institutions ou des personnes, rien qui ressemble à un pouvoir que ces gens auraient sur les autres membres, rien non plus qui ressemble à un respect ou à une peur qu'ils pourraient inspirer s'ils assumaient les mêmes fonctions ailleurs que dans un kibboutz. Une seule exception majeure : le contrôle politique effectué par la fédération.

En principe il ne devrait y avoir aucun contrôle. Les gens qui travaillent dans la fédération sont des membres de kibboutz qui ont été délégués par leur kibboutz, pour une période plus ou moins longue, pour faire ce travail. La politique et l'action de chaque fédération sont discutées dans les Assemblées Générales de chaque kibboutz et les décisions sont prises par l'Assemblée fédérale des délégués de kibboutz. Toutefois chaque fédération a une petite équipe de leaders qui a continué presque depuis le début avec ses suiveurs qui font ce qu'ils disent et sans aucune opposition intérieure active. C'est au sein de la fédération qui est la plus à gauche que la situation créée par la présence d'un tel appareil politique est le plus grave. Les nouveaux membres, ou ceux dont les vues sont différentes, peuvent difficilement avoir prise sur les décisions de la fédération. Chaque fédération essaie d'influencer et de contrôler les vues politiques de ses kibboutzim. Il y a environ 10 ans, les kibboutziens membres du Parti Communiste ou présumés tels, furent expulsés des kibboutzim sous l'accusation d'être en train de former des cellules scissionnistes secrètes dans leur kibboutzim.

La façon d'élever les enfants est une des caractéristiques uniques et des plus belles réussites du kibboutz. Dans presque tous les kibboutzim les enfants ne vivent pas avec leurs parents même dès leur plus petite enfance. Les nourrissons sont mis dans des nurseries, confiés aux soins d'une kibboutzienne pour environ 6 enfants. La mère est dispensée d'une partie de son travail pour pouvoir venir s'occuper de son bébé. Plus tard, groupés par 8 ou plus, les enfants passeront toute leur enfance ensemble. Ils ont leur propre maison, avec des pièces pour dormir, pour manger, et pour jouer et plus tard, pour étudier ; une kibboutzienne prend soin d'eux pour plusieurs années. Plusieurs fois au cours de leur enfance, ils quittent leur maison pour une autre, mieux adaptée à leur stade d'évolution. Dans leur maison, ils font une partie du travail, et ont une responsabilité de groupe envers chacun. Les enfants, souvent, deviennent entièrement attachés au membre du kibboutz qui prend soin d'eux, bien que ce dernier ne fasse rien qui soit de nature à altérer leurs relations avec leurs parents, avec qui ils passent chaque après-midi. En général, les parents

demeurent les adultes les plus importants dans la vie de l'enfant et les enfants pour leurs parents dans le kibboutz sont tout aussi importants que n'importe où ailleurs dans le monde.

L'inhabituelle façon d'élever les enfants et l'environnement social qu'ils ont au kibboutz ont quelques conséquences qui sont difficiles à décrire. Bien qu'il soit impossible de dire quoi que ce soit de définitif, ces enfants semblent plus actifs et alertes, encore qu'avec peut-être quelques problèmes émotionnels pour quelques-uns d'entre eux, dus aux contacts inadéquats avec la mère. Quand ils grandissent, ils sont dans l'ensemble plus doux, plus attrayants, peut-être moins ambitieux, certainement plus socialement responsables que les enfants de la ville, et ils sont, de loin, supérieurs aux enfants des villages ordinaires. Quelques-unes des mères souhaiteraient pouvoir avoir leur enfant à la maison durant la prime enfance. Toutes ne pensent pas ainsi, et les pères y sont opposés.

Le kibboutz dans la société

L'idéologie du kibboutz n'était pas de former seulement une société idéale ou isolée. Les gens avaient aussi la nécessité de gagner leur vie dans un pays qui n'offrait que peu de possibilités d'emploi. Ils eurent la fonction sociale et l'idéologie, de rendre productif un pays non développé, de nourrir la population juive et d'établir et de défendre une terre d'accueil pour les Juifs. Cela impliqua des relations inégales et inamicales envers les paysans arabes et une réduction des intérêts non juifs ; cela implique aussi, aujourd'hui une soumission aux institutions juives actuelles (alors qu'avant, les kibboutzim ne furent pas soumis aux institutions britanniques de Palestine). Néanmoins, les kibboutzim eurent une fonction réelle dans le pays. Par exemple pendant que les propriétaires fonciers juifs précipitaient la plantation d'orangeries, parce qu'ainsi ils étaient assurés de pouvoir réaliser le maximum de profits, poussant la Palestine juive vers la position de colonie à culture unique, les kibboutzim, eux, firent des cultures variées d'aliments parce qu'ils voulaient produire ce dont il y avait socialement besoin et aussi être indépendants des crises du « business ».

Pendant le boycottage arabe en 1936, les Juifs n'auraient pu survivre que très difficilement sans les aliments variés produits par les kibboutzim. Les kibboutzim ont toujours été le résultat de la conjonction des idéaux et d'une réelle fonction sociale dans une situation historique particulière. Bien qu'ils représentent l'élément principal de la gauche du pays, ils n'ont jamais beaucoup compté dans la lutte des travailleurs salariés. Quand la lutte des classes était la plus dure en Palestine ils furent principalement combattus par les ouvriers. Lorsqu'il y a une longue grève, les grévistes peuvent obtenir du travail dans les kibboutzim ; mais en dehors d'une telle aide aux ouvriers, les kibboutzim ne peuvent pas faire grand-chose pour améliorer la condition des travailleurs et changer le caractère de l'économie.

Aujourd'hui, beaucoup de gens et plus particulièrement les fils et les filles des kibboutzim, considèrent le kibboutz non comme une utopie finale ou comme un élément utile dans le combat de classe, mais comme un endroit qui, malgré certaines insuffisances (dus à ses dimensions, son caractère rural, quelques limitations d'ordre culturel et personnel), offre la meilleure façon de vivre par ses relations économiques et son atmosphère humaine constructive dégagée de l'oppression, et est la meilleure qualité humaine moyenne (même si quelques-uns des gens les plus capables quittent parfois le kibboutz parce que les possibilités de travail qui leur sont offertes par le monde extérieur sont pour eux trop attirantes).

L'atmosphère et les gens du kibboutz nous permettent de mieux voir combien la vie peut être meilleure quand il n'y a plus aucune exploitation, plus aucun contrôle extérieur sur le travail et peu de contrôle sur la vie et les idées et aucune différence sensible entre les revenus.

Z.H.

QUELQUES REMARQUES... SUR LES KIBBOUTZIM

L'EXPÉRIENCE DES SOCIÉTÉS COMMUNAUTAIRES PRÉSENTE POUR NOUS – COMMUNISTES LIBERTAIRES ET COLLECTIVISTES – UN GRAND INTÉRÊT. L'EXPÉRIENCE COMMUNAUTAIRE DES KIBBOUTZIM PRÉSENTE UN INTÉRÊT ENCORE PLUS CONSIDÉRABLE : PRIMO, PARCE QUE LEUR EXISTENCE REMONTE À AVANT LA CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL, SECUNDO, PARCE QUE CETTE EXPÉRIENCE SE DÉROULE EN MÊME TEMPS QUE D'AUTRES EXPÉRIENCES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES DANS LE MÊME PAYS.

Actuellement, quand des peuples sortis de l'époque colonialiste et féodale cherchent leur voie, surtout en ce qui concerne l'agriculture, la vie rurale, l'économie, il est important que les exemples communautaires et coopératifs soient connus, les kibboutzim entre autres, au même titre que les réalisations communautaires faites pendant la guerre d'Espagne, et les quelques essais isolés, dispersés dans le monde, de communes libres et productrices.

C'est pourquoi nous avons demandé au camarade Z. de nous transmettre son expérience personnelle des kibboutzim, à laquelle il a participé pendant une période assez longue, et encore actuellement. Nous avons publié son témoignage très intéressant et très riche, tel que nous l'avons reçu.

Nous voulons encore y ajouter quelques pages pour situer les kibboutzim dans la réalité économique globale d'Israël et essayer d'en donner une vue plus complète, et apporter si possible quelques conclusions à cette expérience qui remonte déjà à plus de 50 années, avec ses difficultés et ses perspectives.

Nous essaierons donc de répondre à 2 questions qui nous semblent essentielles et qui se posent inévitablement dans une discussion sur les kibboutzim :

1. Le kibboutz a-t-il prouvé son efficacité économique, c'est-à-dire, s'est-il avéré capable de déployer une activité économique réussie et de la faire progresser ?

Nous mettons dans cette question, un peu artificiellement tout ce qui touche les opérations techniques, la production, la formation, etc. sans nous occuper de considérations idéologiques. C'est « l'aspect technique » le plus facilement transportable ailleurs.

2. L'expérience des kibboutzim est-elle positive dans le sens sociologique et idéologique, c'est-à-dire y trouve-t-on la confirmation, la démonstration des idées sociales qui ont été à l'origine de sa création ; ce sont les choix, les principes, les priorités, etc. qui forment le cadre et donnent le sens de l'expérience productrice et technique à proprement parler.

Nous ne pouvons ni ne voulons faire ici un exposé complet de toute la réalité d'Israël, politique, nationale, religieuse, etc. nous choisissons un cadre limité : les réalisations économiques et surtout celles des kibboutzim ; et les points de vue généraux, les rappels historiques ou les statistiques que nous serons obligés de donner, ne seront faits que pour mieux éclairer la question qui nous préoccupe.

Différents types d'exploitations agricoles en Israël

Il faut dire d'abord que la situation rurale en Israël (il s'agit de communautés avant tout agricoles) est caractérisée par l'existence de plusieurs formes d'exploitation agricole (il ne s'agit pas de propriété, car 90,5 % de la terre en Israël appartient au Fonds Juif, qui la loue ensuite, dans certaines conditions). Il en existe 4 types principaux :

1. Moshava (plur. Moshavot), village ordinaire, secteur privé.

2. Kibboutz (plur. Kibboutzim), communauté au sens intégral dans la production et dans la consommation.
3. Moschav ovdim (plur. Moshve ovdim) et Moshov olim (plus récent) village collectiviste avec petite exploitation individuelle, sans main-d'œuvre salariée, complété par des achats et des ventes en commun, et par une assistance mutuelle et une planification centralisée.
4. Moshav shitufi (plur. Moshavim shitufim) qui reprend au kibboutz la production collective et au moshav ovdim la consommation privée,
5. Il existe d'autres types de colonies : villages de travail, école, ferme-école, etc. mais dans lesquels la production à proprement parler est au second plan. Pour fixer les idées, voici les répartitions, fin 1957 :

Colonies	Nombre	Population	%
1	28	63 615	16 %
2	230	80 101	20 %
3	347	134 413	34 %
4	25	4 478	1 %
5	116	114 192	29 %
Total de la population rurale	746	396 799	100 %

Il faut ajouter :

Total de la population urbaine :

- 53 agglomérations : 1 362 542
- 3 camps de réception des immigrants : 3 400

Total de la population juive : 1 762 741

Israël est donc un pays à prédominance urbaine et non agricole (la population agricole n'atteint pas le quart de la population totale).

Sans entrer dans les détails, on peut situer en 1878, le premier village agricole juif, à Petah Tikva, de style moshava : c'est la période dite de « colonisation philanthropique et paternaliste » subventionnée par l'Association pour la colonisation juive de la Palestine (en 1900 il y avait 22 villages, aujourd'hui 28). Pour nous, ce type n'a aucun intérêt, nous le connaissons trop bien chez nous. Comme dans toutes les entreprises de style capitaliste pur, il est basé sur le profit rapide, sur la monoculture (90 % du raisin, 71 % des agrumes de la production globale d'Israël).

La 2e expérience, réalisée par la 2e vague d'immigrants, influencée par la pensée socialiste, a été réalisée vers 1908-10, le type kibboutz. À partir de 1921, par l'émigration venant surtout d'Europe Centrale marquée par les idées de Proudhon et de Marx, démarrent les essais du 3e type des villages collectivistes : moshve ovdim, moshve olim. Leur essor actuellement est le plus considérable. Le 4e type date de 1936.

* * * *

1ère partie : résultats économiques des kibboutzim

La place des kibboutzim dans l'agriculture juive se situe ainsi :

228 (en 1960) sur 750 (30 % des colonies)

90 000 (en 1960) sur 1 800 000 donc 5 % de la population totale.

1/3 de la population de toutes les colonies agricoles.

40 % de toute la terre arabe dont dispose la population juive.

Leur histoire :

En octobre 1909, des colons se mettent en grève dans la colonie de Kinereth, près du lac de Tibériade, parce que traités en simples salariés par l'agronome planificateur ; c'est ainsi qu'en décembre 1909 fut fondé de l'autre côté du Jourdain, Deganin, première colonie communautaire. Non sans difficulté : manque d'expérience, conditions géo-climatiques, une certaine instabilité sociale ; la production ne dépasse pas celle des fellahs avec des frais de production et d'investissement beaucoup plus élevés. Progressivement, après des tâtonnements, la production augmente, la modernisation se réalise. Vers 1920-30, c'est la « première révolution technique » (entrée des tracteurs dans l'agriculture) liée à l'accroissement du peuple juif (148 000 en 1927, 404 000 en 1936). Le nombre de colons augmente aussi (40 en 1935 ; 115 en 1947). Vers 1947 a lieu la 2e révolution technique (augmentation des machines agricoles, irrigation).

Vers cette époque a lieu aussi la proclamation de l'État d'Israël. Nous reviendrons sur les conséquences de ce fait, mais signalons tout de suite que « les années qui suivent l'indépendance voient surtout le développement des colonies coopératives au détriment des kibboutzim » (A. Meister, Archives Internationales de Sociologie de la Coopération, n° 10, 1961).

« Jusqu'en 1948-50, la grande majorité des colons israéliens allaient au kibboutz. Les nouveaux arrivants dans l'État juif s'orientent-ils spontanément vers le mochav chitoufi ? » (R. Dumont, « Terres Vivantes », page 34).

Voici encore une statistique comparative :

	Kibboutzim en 1957		
	Fondé avant 1948	Fondé après 1948	Total
Nombre de colonies	138	87	225
Population	67 392	16 550	83 942
Population active	34 901	10 247	45 148
Surface colonisée (ha)	101 517	45 818	147 335
Surface irriguée (ha)	24 335	8 755	33 090

	Moschavim jusqu'en 1956		
	Fondé avant 1948	Fondé après 1948	Total
Colonies	59	214	273
Population	20 755	68 725	89 420
Population active	12 078	32 602	44 680
Surface colonisée (ha)	25 713	50 147	75 860
Surface irriguée (ha)	7 824	17 006	24 830

Pour juger du succès ou de l'échec dans les kibboutzim, dans le domaine économique, nous devons citer ces statistiques (« Union de contrôle dans la coopérative agricole », « Annuaire statistique de l'Union d'Inspection dans la coopérative agricole », etc.). Nous les prenons directement au travail de H. Darin-Drabkin du Ministère du Travail à Tel Aviv publié dans les « Archives Internationales de Sociologie de la Coopération », n° 10, décembre 1961.

	Développement de la mécanisation		
	1937	1947	1959
Tracteurs	139	315	2 777
Moissonneuses-lieuses	31	168	607
Batteuses	32	120	420

Donc 250, 260, 800 % d'augmentation pour une population qui augmente de 72 %.

Ce qui est encore plus frappant si l'on compare avec l'équipement mécanique total du pays : 41 à 64 % de tout l'équipement global (pour 20 % de la population agricole).

Nombre de journées de travail (la comptabilité des kibboutzim a, comme critère fondamental, la rentabilité du travail, le nombre de journées de travail pour une production donnée, la quantité d'effort pour une quantité de produits) :

— Rendement doublé pour les céréales :

— 50 % dans la culture maraîchère,

— 105 % dans la production laitière.

Comparaison en revenu :

— 2 756 livres d'Israël par travailleur des kibboutzim.

— 2 153 livres d'Israël par travailleur en dehors des kibboutzim.

— 2 320 pour la population juive.

— 1 910 pour l'agriculture d'Israël (avec les Arabes).

donc 25 % de plus que les Juifs hors des kibboutzim et 40 % de plus que l'agriculture globale d'Israël.

Rendement comparé avec les autres pays :

Niveau de la mécanique : 2 171 tracteurs (1955) pour 1 353 000 dounams (1/10 d'ha), donc 16,3 pour 1 000 ha. Tandis qu'en France : 9 ; en Finlande : 13 ; en Hollande-Danemark : 18 ; en Grèce : 0,9 ; en Turquie : 0,6.

Le rendement (par journée de travail-tonnes produites) se rapproche de celui de l'Europe occidentale, même dans certains secteurs, de celui des USA.

En résumé :

« Le kibboutz est en passe de devenir l'un des organismes à rendement agricole le plus élevé dans le monde.

Ce fait est d'autant plus remarquable qu'aux environs de 1920, le rendement agricole des kibboutzim ne différait guère de celui des pays sous-développés.

Les chiffres... prouvent le grand succès des kibboutzim dans le domaine de la rentabilité du travailleur agricole... Elle se monte à plus de 2 000 dollars par an, c'est-à-dire 7 à 12 fois supérieure à celle des pays sous-développés, comme l'Inde, la Turquie, le Maroc » (D. D., décembre 1961).

Voici également la conclusion de Darin-Drabkin en ce qui concerne la comparaison entre kibboutz et moshav :

« La question est cependant très controversée en l'absence d'études comparatives rigoureuses. En fait, le kibboutz est imbattable du point de vue de la production. Mais le moshav le supplante du point de vue des quantités produites par personne occupée.

Les revenus bruts par personne sont plus élevés dans les kibboutzim que dans les mosche, bien que la durée de travail soit plus courte dans le kibboutz (9 heures) que dans le moshav (10 heures en général).

Le rendement d'une journée de travail de 8 heures est plus élevé au kibboutz qu'au moshav. Par contre le moshav obtient une plus grande production par unité de terrain

(moshav : culture intensive de légumes ; kibboutz : surtout de céréales).

La force de travail nécessaire pour cultiver une unité de terrain est de 20 à 30 % plus grande au moshav qu'au kibboutz, et même, pour certaines cultures comme le maïs, de 50 à 100 %. » (Idem)

Conclusion

Les chiffres globaux n'expriment pas les difficultés ou même les déficiences locales ou régionales, passagères ou durables. Et également sur le plan économique, la différence entre kibboutz ancien ou récent montre qu'on peut encore élever la productivité, réduire le nombre de journées de travail (d'environ 41 % d'après D. D.). La plus grosse difficulté semble être le manque de main-d'œuvre. Les comparaisons sont un peu faussées, par exemple tandis que le moshav est presque entièrement agricole, le kibboutz peut avoir un certain nombre d'entreprises industrielles (conserves, etc.) et de branches non directement agricoles.

Il existe aussi d'autres facteurs : différences mêmes suivant les kibboutzim, efficacité dans l'organisation, qualification des travailleurs, répartition de la main d'œuvre, niveau de conscience de l'idéal, etc.

Il est ainsi démontré qu'il faut 8 à 10 ans pour qu'un kibboutz arrive à une stabilisation relative et que le niveau de vie puisse se comparer aux autres kibboutzim ; tandis qu'il faut 20 à 30 ans pour qu'il ait une situation financière saine.

Malgré toutes ces considérations, l'existence des kibboutzim (50 ans pour les premiers) permet de tirer des conclusions – sur un plan purement économique (comme « entreprise » seulement) :

« L'étude de la rentabilité de l'économie du kibboutz, l'examen du rendement du travail, celui du rendement des investissements et du niveau de vie prouvent qu'au cours de son existence, le kibboutz a réalisé d'importants progrès dans le domaine économique. On peut donc considérer son développement comme une réussite...

Ces progrès ne sont pas dus au hasard ; ils proviennent de la structure du kibboutz qui est une entité agricole capable, plus qu'une entreprise de moindre envergure, d'élever le niveau de la mécanisation et celui de la technique. Ils proviennent aussi des possibilités d'organisation et de l'effort concerté propres à l'économie collective, et également de l'esprit d'avant-garde et de dévouement qui inspirent les membres de colonies. En d'autres termes, c'est la structure interne du kibboutz et la forme sociale de son économie et non les facteurs circonstanciels externes qui sont à la base de son progrès et de son développement.

Il faut examiner non seulement les progrès mais aussi les nombreux obstacles qui compliquent et entravent le développement normal du kibboutz : difficultés financières, frais de production trop élevés (irrigation, etc.), dépenses municipales, celles de la défense, le manque aigu de main-d'œuvre ; complications et contradictions provenant de l'existence d'une économie collective au sein d'un milieu capitaliste. Ces obstacles affaiblissent, entre autres, la force d'attraction du kibboutz et ont une influence négative sur l'arrivée de bras supplémentaires.

Les progrès économiques réalisés par le kibboutz malgré les conditions extérieures difficiles, sont un témoignage et une preuve de la puissance des forces dynamiques inhérentes à la nature même de l'économie collective du kibboutz » (H. Darin-Drabkin, Archives Internationales de Sociologie de la Coopération, n° 10, 1961).

2ème partie : le résultat social et idéologique

Il est plus difficile de porter un jugement sur ce second point – le succès ou l'échec des kibboutzim en tant qu'expérience communautaire – en dehors des résultats économiques.

Le fait social est beaucoup plus complexe et compliqué que le fait purement économique (qui n'est déjà pas si simple). Il faut commencer par l'étude des structures purement financières, administratives, gouvernementales.

A) La question financière et administrative

Il est largement souligné partout, que le « développement de la colonisation agricole n'aurait pu être possible sans l'aide technique et financière de l'Organisation sioniste Mondiale (fondée en 1897), sans le Fonds National Juif (« Keren Kayemeth Leisrail », fondé en 1901), sans le Fonds de Reconstruction (« Keren Hayessad », fondé en 1920) et enfin sans « L'Agence Juive » (fondée en 1929). Et effectivement, l'entraide, la solidarité et surtout l'aide financière de la Diaspora (les Juifs en dehors d'Israël) est en grande partie responsable de la réalisation agricole. Essayons de voir ce problème de plus près : c'est l'Organisation Sioniste Mondiale qui dirige tout, par son Congrès Sioniste (tous les 4 ans) ; elle désigne les membres du Fonds de Reconstruction, du Comité exécutif de l'Agence Juive.

Le Fonds National est le propriétaire (90,5 %) des terres du pays qu'il distribue : soit comme terre urbaine, soit comme terre non cultivable, soit comme terre pour le développement (18 % seulement de la terre en Israël). C'est le Conseil Suprême pour l'allocation des terres (auprès du Fonds National Juif) qui loue pour 49 (ou 99) ans (renouvelable) la terre sous certaines conditions : que le locataire la travaille lui-même, ne la morcelle pas, ne la sous-loue pas. Tout colon qui, pendant 5 ans, ne cultive pas sa terre, peut être expulsé.

C'est l'Agence Juive qui dirige effectivement tout le travail (« Le Fonds de Reconstruction » est responsable de la collecte à l'étranger, « United Israël Appeal »). Nous ne pouvons ici entrer dans plus de détails d'organisations et de fonctionnement. Nous dirons seulement pour fixer les idées que le budget de l'Agence Juive pour 1958-59 était de 128,7 millions de dollars, que dans la période 1948-59 le budget montait à 1 053,3 millions de dollars, que l'Agence a plus de 4 000 employés, seulement en Israël (il y a donc, en dehors des administrateurs, 3 personnes pour chaque kibboutz). Enfin, le département de la colonisation (auprès de l'Agence juive) déclare ne pas favoriser la création d'un type de colonie plutôt que d'un autre, kibboutz ou moshav.

B) Comment se réalise cette aide, pour le kibboutz, par exemple < :

Le jeune kibboutz reçoit la majorité du crédit qui lui est nécessaire de l'Agence Juive ou des institutions gouvernementales. Mais au fur et à mesure de son existence, il se dégage de la tutelle des institutions de colonisation et il base la plus grande partie de ses investissements sur des emprunts commerciaux ordinaires, et sur le crédit d'institutions financières indépendantes appartenant au mouvement des kibboutzim (bien que les crédits de l'Agence Juive soient à un taux avantageux).

D'après les statistiques, 44 parmi les plus anciens kibboutzim ont attendu 30 ans d'existence pour égaliser la valeur de la production et des dettes (en 1955, 56,80 millions de livres israéliennes de production, contre 54,6 millions de livres israéliennes de dettes, tandis qu'en 1927, il y avait respectivement 0,10 million de livres israéliennes de production et 0,37 million de dettes).

D'autres statistiques montrent que, tandis que les nouveaux kibboutzim ont 50 % de dettes vis-à-vis de l'Agence (et 12 % vis-à-vis de l'État), les vieux ont seulement 23 % de dettes vis-à-vis de ces deux organismes.

En conclusion, on peut dire qu'au fur et à mesure de leur existence, les kibboutzim se consolident et

atteignent graduellement le stade d'entreprises indépendantes capables de financer leur activité sans avoir recours à une assistance particulière au dehors. Toutefois, une aide financière au départ semble nécessaire.

C) Organisation propre :

Ce sont des regroupements de types professionnels, presque tous coïncident avec des différences idéologiques ou politiques. Ainsi « La Fédération des ouvriers agricoles » groupe le mouvement des moshavim, elle est affiliée à l'Histadrot, de tendance sociale-démocrate. Le Mouvement des kibboutzim groupe 3 fédérations. Dans la « Farmers' Federation » sont les paysans du secteur privé (environ 6 500 fermiers). Dans le « Conseil des Agriculteurs », les fermiers de la classe moyenne (ceux qui viennent avec, au départ, leurs propres capitaux). Ces différentes organisations se présentent à tous les échelons où il s'agit d'une activité économique, planifiée, etc.

D) Enfin, l'État intervient lui aussi :

Il intervient sur le plan sioniste avant tout. Il y a son représentant officiel au Congrès Sioniste. Il est encore plus représenté dans tous les travaux de l'Agence Juive, du Centre Commun de Planification, etc. Enfin, par son ministère de l'Agriculture, son ministère de l'Intérieur et de la Défense, par son propre budget et sa planification, il joue un rôle important dans toute activité économique du pays.

Ainsi, son propre budget de développement agricole pour 1959-60 s'élevait à 84 millions de dollars (200 millions avec celui de l'Agence Juive). Il gère 30 écoles d'agriculture comprenant 12 000 élèves (pour la formation des colons). Il contrôle l'utilisation de l'eau (de 1948-49 à 1957-58, les terres irriguées sont passées de 3 000 à 120 000 hectares, et la consommation d'eau de 300 à 1 200 millions de m³).

Nous ne cachons donc pas le rôle de l'État dans la réalisation économique. Et l'Agence Juive, déjà avant l'Indépendance, se nommait « État en marche ». Nous avons aussi signalé que la mécanisation dans les kibboutzim a augmenté depuis la création de l'État, d'où, aussi, augmentation de la production. Mais la question qui se pose pour nous est de savoir si les bénéfices économiques ne pourraient pas être réalisés d'une manière sensiblement analogue si, au lieu d'État, le regroupement se réalisait aussi dans des dimensions plus larges, mais seulement sur des bases purement économiques, communautaires productrices. L'État a apporté le surplus d'administration, de contrôles, etc. qui était déjà assez compliqué même avant lui. Et l'État, avec ses nouvelles charges, ses exigences militaires (en tant qu'armée passive et en tant qu'armée active – voir l'expédition du Sinaï) pèse lourdement sur le présent et aussi pour l'avenir ; l'amitié effective judéo-arabe, le refus des kibboutzim de s'attacher au camp occidental, présentait peut-être plus de réalisme et plus d'avantages que la politique actuelle de l'État d'Israël.

Enfin, la politique agricole propre de Tel Aviv ne cache pas sa préférence (les différents organismes sionistes étaient plus discrets) vis-à-vis des différentes formes communautaires (nous avons cité la statistique comparant kibboutz et moshav depuis 1947) ; l'État d'Israël ne cache pas non plus son ambition d'avoir une planification « plus rigoureuse et plus centraliste », d'où un conflit plus ou moins ouvert ou obscur entre l'État et les kibboutzim.

L'existence de l'État d'Israël pose un autre problème pour les kibboutzim. Nous avons indiqué (avec leur budget même) la participation de la Diaspora dans les investissements financiers (les prêts à long terme et à taux avantageux sont bien sûr remboursés, mais ils sont quand même très importants pour le départ). Il faut dire aussi que, même avant l'existence de l'Agence Juive, les premières aides financières venaient de philanthropes juifs (et gros capitalistes, bien entendu), comme Rothschild, Sir Moses Montefiore, etc. Il existait donc dès le départ certaines pressions, des conditions sous-entendues, certaines limites à la liberté d'action des communautés juives, bien qu'officiellement on parle d'impartialité.

L'esprit étatique des dirigeants d'Israël ne pouvait qu'essayer d'augmenter cette pression, non seulement sur le plan de la planification, de la préférence pour certaines formes moins communautaires, mais aussi en jouant sur les dons extérieurs.

En voici quelques exemples : dans le rapport donné en 1956 au Comité des Affaires Etrangères de la Chambre des représentants des USA, on lit :

« En dépit de l'expérience communautaire des kibboutzim, villages communautaires qui ne peuvent être rangés parmi les institutions démocratiques, toutes les preuves existent qu'Israël s'efforce d'appliquer les principes démocratiques du monde occidental » (cité par Gilles Martinet, « La lutte des classes en Israël », France-Observateur, avril 1957 – souligné par nous).

Et Gilles Martinet fait le commentaire suivant :

« Pour comprendre non seulement la politique intérieure, mais aussi la politique étrangère d'Israël, il faut savoir comment la contribution offerte par un citoyen aisé du Bronx, ferme partisan de la libre entreprise, permet de développer les collectivités agraires qui se réclament de l'idéal communiste, et aussi comment les promoteurs de ces collectivités agraires doivent à leur tour tenir compte du fait que l'argent vient tout de même du Bronx ».

Voici un extrait d'une brochure officielle juive destinée aux USA :

« Les pionniers israéliens s'étaient rebellés contre le capitalisme de type féodal, mais maintenant ils feront plus de place à ce capitalisme populaire, (people's capitalism) de type USA » (souligné par nous).

Un autre exemple nous vient du roman récent de Léon Uris « Exodus » (Lafont, 1959), où ne se trouve pas une seule fois le mot « socialisme » ou « athéisme » à propos des kibboutzim et des groupes révolutionnaires d'avant 1948, dont l'histoire sert pourtant de toile de fond au roman.

Il existe donc une lutte (et même une lutte de classes) entre l'esprit communautaire, autonome, socialiste, et l'esprit dirigiste, centraliste, anti-socialiste. D'ailleurs, la ligne de clivage de cette lutte sur le plan général et mondial se place depuis la première guerre mondiale entre le capitalisme étatique et l'esprit égalitaire et communautaire. L'État d'Israël ne fait que confirmer cette évolution.

E) Il faut s'arrêter ici sur le contenu idéologique, le caractère social du mouvement des kibboutzim.

Il faut tout de suite avouer que nous ne possédons pas les positions idéologiques des kibboutzim exposées par le Mouvement des kibboutzim lui-même. Les quelques informations que nous avons sont indirectes, venant de leurs amis, ou des critiques.

Voici une définition de leurs objectifs :

« L'objectif de ces groupes de gens était de produire leur propre nourriture et c'est pourquoi la culture des céréales et des légumes et l'entretien d'une basse-cour prirent le pas sur la viticulture et la culture des agrumes... Cet objectif central de l'intégration agricole impliquait également un changement radical de la structure du village. Si un homme possédait plus de terre qu'il ne pouvait en cultiver lui-même, il devait forcément employer une main-d'œuvre salariée et il ne remplissait plus, en définitive, les fonctions du paysan, mais bien du propriétaire terrien ou tout au moins du contremaître. C'est ainsi que prit naissance l'idée de baser la structure sociale du village sur le travail personnel et de diviser les terres de telle sorte qu'aucun homme n'ait besoin d'un aide salarié, mais qu'il soit obligé de tout faire par lui-même, avec l'aide de sa femme et de

ses enfants » (Abratam Harman, « La colonisation agricole », 1958, page 40).

Voici une autre opinion sur « l'esprit des fondateurs » :

« Il eut été insensé pour les fondateurs de Degania d'établir dans l'abstrait une formule rigide suivant laquelle la communauté aurait dû être construite... L'idée d'établir à l'avance une stricte forme de structure prédéterminée... ne saurait effleurer l'esprit des fondateurs. S'ils n'avaient été que des socialistes scientifiques abstraits, ils ne seraient pas venus d'abord en Palestine, où leurs essais auraient été en opposition avec leurs théories. Ils avaient une compréhension profonde de la pensée sociale moderne, créée par les penseurs socialistes aussi bien Proudhon, Owen, et d'autres, que Marx et Engels... Mais ils devaient leurs principes directs à leur tradition, aux préceptes bibliques, à leur vision messianique. Malgré leur révolte contre la religion orthodoxe et fermée du ghetto, leur formation venait, avant tout, de cela. Construisant un kibboutz, ils entendaient que le principe de la communauté des richesses et la responsabilité commune dans les besoins de toutes sortes devraient guider les rouages de tout le mécanisme. La structure devait s'accorder aux circonstances, non se conformer à un plan rigide. De nos jours, une forme générale a été élaborée » (Murray Weingarten, journal « Communauté », janvier-février 1957).

Il nous semble que pour mieux comprendre le caractère communautaire juif, et plus précisément celui des kibboutzim, il faut chercher son origine dans deux faits, a priori opposés, l'idée nationale et l'idée socialiste. Bien que la colonisation juive en Palestine ait commencé avant la création du Mouvement Sioniste (en 1855 le premier achat de terre, en 1870 l'école agricole « Mikvet », en 1882 l'organisation « Hovêvê Sion » – « Amants de Sion » – le groupe « Bilou ») celui-ci fondé en 1897 par Théodore Herzl, a formulé et exprimé les idées d'une grande partie des Juifs. En plus, il a posé les conditions politiques de la colonisation juive en Palestine, il a imposé le principe fondamental : « les terres achetées doivent rester la propriété perpétuelle du peuple juif », donc l'interdiction de toute vente (« personne ne peut s'approprier la terre »), principe trouvé dans la Bible.

Il faut faire ici deux remarques : le réveil de l'esprit national chez les Juifs se manifeste à la fin du 19e siècle, l'époque du réveil national en Europe ; et d'après l'exemple des colonies communautaires aux USA, « le cheval de Troie » dans une colonie communautaire, c'est l'acceptation de la main d'œuvre.

Il nous semble faux de prétendre que la réalité, telle qu'elle est formulée par les textes de la Bible, et telle qu'elle se présente en Palestine, devait inévitablement, spontanément, sans aucune « idée préconçue » amener aux kibboutzim.

La première vague d'immigrants a apporté avec elle ses idées socialistes. Il faut souligner ici l'influence de Tolstoï sur la jeune « intelligentsia » juive qui venait le plus souvent de la Russie (après la Révolution de 1905 et les nouveaux pogroms tsaristes contre les Juifs). Cette influence a d'ailleurs déjà été soulignée par la revue « Esprit » (avril 1951) et reconnue aussi par les historiens juifs :

« La forte influence des écrivains sociaux russes de cette époque devait contribuer indirectement... C'était surtout l'influence de Tolstoï qui était grande. Tolstoï ce grand réformateur social poussant la négation du gouvernement et de l'État jusqu'à friser l'anarchisme, prêchait la vie simple et naturelle du moujik russe. Il considérait l'agriculture comme la vocation la plus élevée de l'homme. Son idéal économique était une société sans argent, sans armées, sans politique et sans gouvernement. Pour Tolstoï, la propriété foncière est le plus grand des crimes : “le sol ne doit appartenir à personne, comme le soleil qui nous chauffe, l'air que nous respirons”, “le vrai chrétien ne doit et ne peut posséder aucune propriété”... L'influence des idées de Tolstoï était très grande

sur A. D. Gordon, qui était un des fondateurs de la première colonie communautaire Degania, et qui est considéré comme le prophète et le philosophe du Mouvement des colons communautaires en Israël » (B. Gabovitch, Archives Internationales de Sociologie de la Coopération, 1961, n° 9).

Et encore ceci :

« Il ne suffisait pas de coloniser le pays, et de s'y adonner au travail manuel pour réaliser la renaissance nationale. L'essence de la renaissance nationale étant liée à une rénovation de la vie par amélioration des relations entre les hommes, par un changement radical des conditions de travail et de la propriété privée, et par l'égalité économique et sociale. Il fallait rejeter les habitudes des générations en implantant de nouvelles coutumes, en les créant, en un mot une vie de coopération complète basée sur la liberté » (Degania, « La 1er colonie collective a 50 ans », I, Cohen, 1960).

Il existe déjà une littérature assez riche sur Aaron David Gordon (1856-1922) et ses « Œuvres complètes » ont été éditées, en hébreu seulement en 1951. À son sujet, citons :

« Il était loin des concepts du socialisme scientifique, écrivait et parlait sur la dignité de l'homme et du travail agricole plus que sur des théories économiques compliquées. Dans la manière de Thoreau, il professait le retour à la terre et le rejet de la vie des villes, facteur de dégénérescence...

Son exemple eut une immense répercussion. Cette morale socialiste qu'il professait était acceptée dans l'enthousiasme par tous les jeunes de l'Est européen, macérés jusque-là dans l'enseignement juif. Ils émergeaient à peine à la lumière et cherchaient une forme sociale autre que le marxisme.

Dans le kibboutz, le travail est autre chose qu'un simple moyen de subsister. Il présente maints aspects idéologiques. En accord avec la théorie de l'économie socialiste, la valeur est fonction du travail » (Murray Weingarten, mars 1957, déjà cité).

Moïse Hesse, socialiste juif de la moitié du 19e siècle, a donné aussi son empreinte aux idées socialistes communautaires (« Rome et Jérusalem », édité en 1860).

I. Grinbaum, Ber Borocho, Ber Berahov, Nachmou Sirkin ont également apporté quelques idées originales. Les deux derniers étaient plus marqués par les idées marxistes (« Le problème juif et l'État juif socialiste », Sirkin, 1898).

Théodor Herzl (1860-1904), bien que très éloigné du socialisme, ne pouvait imaginer l'État juif sans réformes sociales non plus. Nous voyons donc sur quelle grande mosaïque d'idées est né le mouvement communautaire dont les kibboutzim continuent d'être l'avant-garde. Dans l'état actuel de nos informations, nous ne pouvons aller plus loin dans notre connaissance du fondement idéologique des kibboutzim.

Évoquons cependant un autre exemple : l'influence marquée de Tolstoï sur les expériences collectives agricoles ne s'est pas exercée qu'en Israël ; en Bulgarie, où des liens directs avec Yasna Poliana étaient établis, dès l'époque de Tolstoï lui-même, les premières expériences coopératives et communautaires dans l'agriculture ont aussi été inspirées par les idées de Tolstoï. Sans pouvoir ici entrer dans les détails, signalons que plusieurs collectivités agricoles ont survécu jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, jusqu'à l'étatisme forcé après la prise de pouvoir du parti communiste.

F) Structure et autorité dans les kibboutzim :

Nous avons vu (dans l'article de Z.) que la réunion hebdomadaire consultative et constructive de

tous les membres d'un kibboutz représente l'autorité suprême (soit par vote majoritaire, soit par vote des 2/3). Cette manière de concevoir et de pratiquer l'autorité a été l'un des points sur lequel les critiques se sont le plus acharnées contre les kibboutzim : un système semblable ne pouvait exister que dans de petites collectivités peu développées, une véritable démocratie dépend de ses élus, il est impossible dans un kibboutz comportant plus de mille participants, d'espérer que la moyenne de ses habitants soit capable de juger les mérites ou les insuffisances d'un plan de production, cela donne des assemblées entières perdues dans de vaines discussions inutiles simplement pour convaincre quelques groupes d'individus entêtés. Toutes ces accusations se rencontrent dans les critiques adressées aux kibboutzim.

Il est sûrement exact que beaucoup de ces problèmes se posent pour eux. Par exemple, l'élection aux positions-clés, pour une période de deux ans, semble avoir donné des difficultés dans la formation, le démarrage, l'adaptation, l'acquisition des connaissances nécessaires de ces nouveaux dirigeants élus temporaires.

Mais il semble aussi que les idées premières, refus de la formation d'une caste de chefs, sens véritablement démocratique et communautaire, souci d'égalité, sont suffisamment et solidement ancrées dans la vie sociale et culturelle, ainsi que dans la conduite générale des kibboutzim. Du moins, leur existence et leur évolution jusqu'à ce jour, confirment-ils cette tendance.

G) « Travail mercenaire » :

Ce terme désigne dans les kibboutzim le travail salarié. C'est le problème le plus discuté, le plus critiqué et le plus compliqué. Il est intéressant de donner ici le témoignage de Murray Weingarten, qui y consacre une grande part de son étude « La vie quotidienne des kibboutz » (déjà cité « Communauté », I-II-III, 1957). D'après lui, il a existé dès le début un petit pourcentage de salariés ; il signale « l'impossibilité de construire une maison sans l'aide d'un expert maçon, ou d'un carrelier expérimenté, sans les conseils d'un couvreur adroit » ; et il ajoute : « si le kibboutz ne possède pas ces éléments, il n'a pas d'autre ressource que de les engager, soit individuellement, soit sur la base d'un contrat en les payant au tarif syndical ».

Avec l'établissement de l'État juif, « le problème prit un aspect différent » : plus de sept cent mille immigrants arrivent, qui refusent, pour la plupart, de s'engager dans un kibboutz, qui sont en chômage. Bien qu'en même temps les kibboutzim aient un besoin urgent de main-d'œuvre, de bras supplémentaires (et ils continuent) le problème de ces bras libres, mais récalcitrants, les obligent à les aider. M.W. remarque :

« Le mouvement kibboutzique, à la fois idéologique et réaliste, s'est toujours mis au service des intérêts du pays sans se laisser scléroser par les principes ».

Ainsi, l'usine de contreplaqué de Afikim, l'un des plus importants kibboutzim, emploie plus de 200 travailleurs venant de l'extérieur. Ainsi, en 1953, Gester Hasiv (le kibboutz où travaille M.W) fit travailler plus de 40 étrangers au kibboutz comme ramasseurs dans un très grand jardin maraîcher « que nous avons dû planter sur l'ordre du gouvernement » ajoute M.W., qui explique aussitôt :

« Quand un tel procédé commence, il devient difficile de le limiter ; je le crois cependant nécessaire, car le kibboutz n'est pas une unité isolée, mais participe à la vie générale du pays. Une communauté comme la nôtre ne pourrait exister longtemps, vivant dans une prospérité relative, alors que 300 mètres plus loin, d'autres gens vivraient sans travail, à huit sous une tente. Néanmoins je ne pouvais m'empêcher d'être choqué. Pour sa part, le gouvernement considérait ce procédé comme un moyen de donner du travail aux inoccupés et l'encourageait. De l'argent fut alloué à notre kibboutz pour le pavement d'une chaussée allant de la grande route à notre centre, à la condition expresse que le travail soit exécuté par l'association des chômeurs immigrants des camps voisins ».

Et M.W. continue :

« En plus de la brèche faite dans l'idéologie de notre mouvement, le travail mercenaire posait de graves problèmes sociaux. Plutôt que de les laisser être eux-mêmes des travailleurs, il faisait des directeurs, des contremaîtres, des surveillants, une aristocratie du travail. Un kibboutznik était aisément un chef, son passé intellectuel, ses études, le faisaient évoluer aux postes de direction comme un canard dans l'eau. Les kibboutzim, conscients de ce danger, multiplièrent sur la base fédérative l'étude de ces problèmes. Dans l'Union des Colonies Coopératives, un certain nombre de solutions furent proposées... Plusieurs grandes compagnies furent créées... L'une pour le développement de la production... discute avec le gouvernement, prend en main la direction et l'organisation du problème des salariés. Une compagnie de la construction fut fondée en unissant tous les bons techniciens de tous les kibboutzim.

En novembre 1953, l'Union Coopérative des Colonies décida de supprimer avec effet immédiat tout labeur étranger... d'éliminer progressivement sur une durée de deux ans tout travail salarié dans l'agriculture. Il fut beaucoup discuté sur l'usage des bénéfices réalisés par lesdites compagnies et aussi par les gains des kibboutzim où cette sorte de travail était employée. À la fin on décida qu'une compagnie centrale serait créée ; une caisse spéciale recueille les fonds qui sont administrés par la Histadrut, compagnie générale du travail, et servent à l'expansion des activités propres à développer non seulement la prospérité des kibboutzim, mais celle de tous les membres de la Histadrut » (M. Weingarten, « Communauté », 1957).

Le même problème est vu d'un point de vue différent par exemple, par A. Meister (« Israël, secteur de planification et société globale », dans « Archives Internationales de Sociologie de la Coopération », n° 10, 1961) :

« Le salariat dans les kibboutzim... n'est pas un phénomène passager et marginal, mais fait partie intégrale de l'économie (industrielle ou agricole, peu importe) de ces colonies. L'opposition idéologique apparaît seulement comme une pieuse recommandation et un rappel purement verbal d'une idéologie bien ébranlée...

Et pourrait-il en être autrement ? Est-il nécessaire que les membres dont l'âge a augmenté... ne puissent alléger leur travail quotidien et se consacrer davantage à des tâches moins pénibles que les travaux agricoles ?

Nous pouvons aussi constater combien les idéologies acquièrent un caractère paralysant à un certain moment de la vie des groupes qu'elles prétendent guider et expliquer. C'est, semble-t-il, bien le cas de l'opposition obstinée au travail salarié de la part de certaines fédérations qui contrarie un développement économique maximum de ces collectivités...

Comme dans la coopérative de production industrielle, le principe égalitaire des kibboutzim a, en fait, créé l'inégalité entre ses membres et ses ouvriers salariés. Malgré l'attachement que l'on peut porter à ces réalisations d'économie collective – et c'est mon cas – force est bien de voir que peu de ces groupements échappent à l'alternative suivante :

– ou bien renoncer à un développement économique et se replier sur eux-mêmes, et par là se différencier de plus en plus de leur environnement immédiat,

– ou bien développer les activités à leur maximum, engager des salariés, mais ne pas

réussir à les intégrer dans le groupe (généralement, ils n'ont pas envie de devenir membres) et introduire une stratification sociale au sien du groupe lui-même...

Aussi bien pour leurs besoins et leurs aspirations que pour leur niveau de vie, les kibboutzniks se distinguent de ce prolétariat dont ils prétendent toujours faire partie.

Qu'y a-t-il en effet de commun entre l'ouvrier des villes et le salarié agricole et les membres des kibboutzim, copropriétaires d'entreprises qui emploient les uns et les autres ?

Suffit-il de réclamer une adhésion à une classe pour en faire partie ? N'est-ce pas exagéré de prétendre que le kibboutz a prolétarisé les bourgeois juifs dans la mesure où les membres gèrent des exploitations hautement capitalistes, contrôlent une production, et surtout, depuis ces dernières années, reçoivent à titre individuel une espèce de participation aux bénéfices et bénéficient en cas de départ d'un petit capital [1].

Si l'on y tient on pourra dire qu'il y a là, naissance d'un nouveau type de prolétaire, le prolétaire collectiviste, par opposition au prolétaire isolé classique.

Ces tendances ne s'appliquent bien entendu, qu'au kibboutz. Le moshov n'a pas la prétention, encore que ses membres soient aussi affiliés au syndicat des ouvriers agricoles, d'avoir prolétarisé ses membres.

Dans ce sens, le moshov a plutôt donné une assise agricole à une propriété qui reste bourgeoise » (A. Meister, pages 229 à 231).

L'importance de cette question n'échappe à personne, le problème reste ouvert.

Conclusion

Il est difficile de porter un jugement sur ces quelques documents et ces opinions sur les kibboutzim. Il est aisé de concevoir notre sympathie, notre position favorable vis-à-vis de l'activité passée et présente des kibboutzim ; leur réussite économique est évidente, ou du moins il nous semble l'avoir démontré ; il est plus difficile de faire une démonstration d'évidence de leur réussite idéologique et sociale, surtout en ce qui concerne l'évolution du kibboutz dans le présent et dans l'avenir.

Nous aimerions sur ce point, connaître les opinions et les expériences de camarades, surtout de ceux qui ont participé à un kibboutz ou s'y sont intéressés.

En attendant, nous refusons d'accepter comme « inévitable » l'évolution envisagée par A. Meister (point de vue trop exclusivement économiste, technocrate, planificateur) ; comme nous refusons d'autre part, d'accepter les conclusions tirées par P.B. dans « Socialisme ou Barbarie » :

« La situation des kibboutzniks est celle d'exploités-exploiteurs, situation un peu analogue à celle des classes moyennes en France... Il est généralement admis en Israël, que les éléments d'avant-garde sont les kibboutzniks. Nous avons vu qu'il n'en est rien... » (« Les kibboutz en Israël », avril-mai 1960).

Conclusions trop dogmatiques et trop superficielles.

Nous terminerons par la conclusion du camarade Augustin Souchy :

« Aujourd'hui, les communautés agraires en Israël sont, de facto, la seule réalisation du socialisme volontaire dans le monde » (A. Souchy, « Coopérativismo, Collectivismo », La Habana, 1960, page 183).

Yvo. (décembre 1962)

LA FRANC-MAÇONNERIE ET LES ANARCHISTES

LA QUESTION DE LA FRANC-MAÇONNERIE A DÉJÀ FAIT L'OBJET D'UN NUMÉRO ENTIER DE NR (N° 5, 1958).

Nous reprenons aujourd'hui ce débat, d'une manière un peu différente. Pourquoi cet intérêt ? Il nous semble qu'il existe encore une certaine confusion plutôt tactique qu'idéologique, provoquée surtout par une méconnaissance de la Franc-Maçonnerie.

La franc-maçonnerie (par ses propres textes)

Bien qu'elle prétende ne posséder aucune idéologie, un certain nombre d'attitudes, de convictions communes servent de base d'entente entre les francs-maçons.

Il suffit de donner la parole à la Franc-Maçonnerie elle-même : commençons par l'article I de sa Constitution (Déclaration de 1877) :

« ... La Franc-Maçonnerie, institution essentiellement philanthropique, philosophique et progressive, a pour objet la recherche de la vérité, l'étude de la morale et la pratique de la solidarité ; elle travaille à l'amélioration matérielle et morale, au perfectionnement intellectuel et social de l'humanité.

Elle a pour principe la tolérance mutuelle, le respect des autres et de soi-même, la liberté absolue de conscience. Considérant les conceptions métaphysiques comme étant du domaine exclusif de l'appréciation individuelle de ses membres, elle se refuse à toute affirmation dogmatique. Elle a pour devise : Liberté, Égalité, Fraternité ».

C'est déjà une déclaration des principes. Allons un peu plus loin, en suivant par exemple, les émissions à la radio, faites par le Grand Orient de France (GOF) et la Grande Loge de France (ces émissions sont ensuite éditées en brochure).

« Dans nos rangs, on rencontre des athées, des spiritualistes, des matérialistes, et contrairement à certaines affirmations, le Grand Orient de France ne professe ni l'athéisme, ni le matérialisme, pas plus que le théisme. Il se garde d'ordonner à ses membres d'adhérer à tel principe ou de ne pas croire à tel autre. Il les invite seulement à penser...

Toutes les expressions de la pensée, toutes les manifestations des sentiments peuvent venir à lui, pourvu qu'elles soient sincères...

À côté des aspirations du cœur, il abrite toutes les spéculations d'esprit, mais il n'en adopte et n'en recommande aucune...

Un tel éclectisme, un tel éventail d'études doit convaincre tous les hommes de bonne foi que, lorsque le Grand Orient de France travaille à la recherche de la vérité, il se refuse à toute idée préconçue, à tout dogme, et à imposer toute conclusion » (émission 5/08/1962, GOF).

Les mêmes pensées ont été développées, dites, écrites, à maintes reprises par les francs-maçons. Nous les résumons en les prenant à leurs propres sources :

« La F.M. est une alliance universelle où tout homme de bonne volonté peut trouver sa place, quels que soient sa race, son métier, ses croyances, ses convictions.

Toute association humaine à deux buts :

- dévotion à une doctrine,
- défense d'intérêt commun.

La F.M. au contraire :

- n'a aucun dogme,
- n'a aucun intérêt matériel et pratique...

La F.M. est l'adversaire naturel de tous ceux qui prétendent, par la violence ou la duplicité, imposer aux autres hommes leur autorité. La F.M. est une alliance universelle pour des hommes libres contre tout gouvernement despotique...

Elle n'impose aucune limite à la recherche de la vérité. Elle ne saurait être inféodée à aucune secte, ni prendre part pour aucune école... Elle est une institution qui ne procède que d'elle-même.

... La Liberté, l'Égalité, la Fraternité !

La Liberté : avant tout la liberté de l'esprit ainsi la liberté du citoyen qui ne doit s'incliner que devant la loi ; enfin la libération de la crainte, de la misère.

L'Égalité : les hommes doivent être égaux devant la loi, elle doit établir l'équité dans la répartition des biens matériels.

La Fraternité : la règle suprême » (émission du 7/12/1947, réalisée par le GOF et la Grande Loge).

« Des expériences récentes faites à l'échelle mondiale, ont prétendu démontrer que le bonheur des masses pouvait être réalisé dans l'anéantissement et la négation des droits de l'homme. Nous pensons, au contraire... » (émission du 4/01/1948, GOF).

« ... Il nous apparaît utile de souligner ce caractère apolitique de la Maçonnerie et spécialement du GOF. On répand l'idée que les F.M. ne sont que de "vulgaires politicards". Si c'est faire de la politique que de souhaiter l'avènement d'une humanité meilleure et plus éclairée, la F.M. accepte volontiers ce reproche. Beaucoup de Maçons pensent que leur activité politique est de nature à faire transposer dans la Cité ou dans le Pays une parcelle de leur idéal maçonnique...

... Ce n'est donc pas la F.M. qui fait de la politique, mais ce sont les partis politiques – dans ce qu'ils peuvent souhaiter réellement de libération humaine (ce qui n'est pas absolument démontré) – qui font de la Maçonnerie... » (émission du 1/02/1948, GOF).

« Les hommes ne sont pas distingués essentiellement par la différence de langue qu'ils parlent, des habits qu'ils portent, des pays qu'ils occupent. Le monde entier n'est qu'une grande République, dont chaque nation est une famille, et chaque particulier un

enfant » (émission du 7/03/1948, GOF).

« Mais... pour qu'un homme soit libre, faut-il que la cité où il vit lui propose des lois justes et qu'elle offre à la libre conscience de solides garanties. Dès lors, si c'est comme on dit, faire de la politique que de refuser de s'abaisser, que garder avec son libre arbitre le souci passionné des grands intérêts de la Patrie, alors, oui, les F.M. se mêlent dans la politique » (5/09/1948, GOF).

« ... Les fondateurs de l'école laïque étaient des F.M. : Jules Ferry, Paul Bert, etc. La laïcité, c'est la tolérance. Dans l'histoire récente de la France, 4 fois un régime républicain et une liberté de la conscience ont été rétablis, 3 fois des ambitieux renversent la République, étranglent la liberté (Napoléon I, 18 brumaire ; Napoléon III ; Pétain). Les plus hautes autorités de l'Église romaine catholique et apostolique ont prêté la main chaque fois à l'établissement de la tyrannie » (3/09/1948).

« ... Il consiste seulement à concilier, comme il le doit, le patriotisme le plus virulent avec le sentiment de la communauté humaine. L'internationalisme des partis politiques est un instrument de combat ; ils appellent leurs membres "militants", les autres ne sont que des ennemis à réduire ou à combattre. Ils ne peuvent jamais rassembler l'humanité tout entière.

Nos ennemis ? Les fanatiques, les dogmatiques qui considèrent qu'ils possèdent seuls la vérité, qui n'acceptent pas le libre examen ni l'esprit critique. Les ignorants qui considèrent la F.M. comme "un syndicat d'entraide" qui applique le principe de "courte échelle"... » (7/11/1962).

« ... La Maçonnerie ne doit, dans la discussion, s'arrêter devant aucun principe, quel qu'il soit ; il n'y a pas pour nous, hommes de libre pensée, de dogme sacré, pas plus celui de la propriété que celui de la famille ; nous avons le droit de les discuter tous » (Couvent G.O., 1926).

Notre examen : « critique et liberté »

Après cet exposé un peu long, nous pouvons énumérer quelques points essentiels de la conception maçonnique : universalisme, humanisme, libre examen, tolérance, anti-dogmatisme, anti-autoritarisme, démocratisme républicain, apolitisme tout en luttant pour un idéal, pour la Liberté, l'Égalité, la Fraternité, la laïcité ; souci de la personne humaine : nul dogme n'est imposé, libre examen comme mobile des actes, égalité des membres.

N'importe quel libataire peut s'apercevoir de la grande ressemblance entre ces principes et les principes libertaires. La pensée libataire, au moins pour un certain nombre de camarades, est très sensible à cette tournure d'esprit, à ce mode d'expression. Quoi de plus beau que cette recherche de la vérité, recherche passionnée, ouverte ; quoi de plus exaltant que cet amour ardent pour l'humanité ? Dans notre siècle inhumain, froid, dogmatique, tyrannique...

Même si l'on prend garde à la différence entre l'enseignement exotérique, (destiné au public) et l'enseignement ésotérique (réservé seulement aux initiés), il est encore facile de « tomber sous les charmes » de la F.M. Il y avait, et il y a d'ailleurs sûrement encore des libertaires francs-maçons (mais nous y reviendrons).

Mais ce qui dépasse l'intérêt de quelques-uns, c'est la nécessité de netteté, de précision, de démarcation idéologique et tactique entre nous et les autres. Nous voulons, dans NR, placer notre travail dans cette perspective, essayer de répondre à cette nécessité. De là notre intérêt à étudier la

F.M.

Faisons donc l'examen critique des positions maçonniques, en commençant par la recherche philosophique de la vérité, car c'est en même temps ce qui est le plus important et le plus équivoque. Essayons pour un instant de séparer la philosophie de la réalité sociale, économique, historique et humaine (ce qui est déjà une optique idéaliste : la priorité des idées qui conditionnent la réalité donc déjà pour nous inacceptable, tandis qu'acceptable pour eux). Il est facile de proclamer le refus de tout dogme, de toute idée préconçue, de toute conception imposée, mais comment y arriver sur le plan purement philosophique, donc gratuit, abstrait et spéculatif ? Peut-on réellement se placer en dehors et au-dessus de toute théorie, de toute hypothèse, de toute conception, et passer réellement son temps à contempler d'une manière égale, détachée, objective, les jeux et les luttes philosophiques sans prendre parti ? En disant qu'on n'accepte aucun système, aucun principe, on élabore déjà un principe. Les philosophes les plus détachés, les mystiques même, ont toujours fini par avoir une conception, une position, un système de positions vis-à-vis des idées débattues (toujours dans le monde exclusif des idées).

Cette prétention de découvrir la vérité absolue, objective, totale, date du 18^e siècle, et de la première moitié du 19^e ; elle est intimement liée à des préoccupations métaphysiques (l'essence et la transcendance des choses) voire même alchimiques (la pierre philosophale). Depuis plus d'un siècle, la science reconnaît de plus en plus l'absurdité de notions absolues : avec le relativisme d'Einstein, les relations d'incertitude d'Heisenberg, l'impossibilité de l'introspection et de l'observation objective en psychologie ; avec la relativité même des lois les plus « objectives » c'est-à-dire les lois physiques en ce qui concerne le monde infiniment grand et infiniment petit ; en refusant le monisme et en acceptant de plus en plus des relations dynamiques entre de nombreux facteurs qui s'influencent les uns les autres...

Nous sommes loin d'en conclure que la liberté, l'initiative, l'égalité et la révolte sont des notions dépassées, absurdes, toutes relatives et dialectiquement irréelles. Elles existent et existeront tant qu'il y aura des hommes, car elles font partie de l'homme lui-même (il a besoin de liberté, de développement affectif et intellectuel, comme il a besoin de manger, de dormir), mais précisément de l'homme réel, de l'homme biologique et social, pris dans sa plénitude individuelle et dans ses rapports sociaux.

* * * *

Point de vue social

Nous quittons donc les spéculations nébuleuses pour reprendre pied dans le réel. Si nous avons des doutes sur les moyens, les buts, la nécessité, la possibilité de cette conception philosophique, ces doutes disparaissent quand nous plaçons la F.M. dans son véritable cadre : non seulement « foyer philosophique », mais aussi

Il faut qu'on comprenne bien notre attitude ; nous constatons que la F.M. est engagée. Mais ce n'est pas un reproche, bien au contraire, car leurs efforts, leur science, leurs sacrifices sont engagés au service de l'homme. Ce n'est pas entièrement ni exclusivement une science philosophique abstraite « en dehors ».

Nous aussi, nous sommes engagés, au service de l'homme ; nous aussi, nous nous efforçons de faire descendre les idées libertaires « dans l'arène » pour qu'elles soient connues, applicables, mobilisables. Ce que nous discutons, ce qui nous intéresse de discuter, ce sont les moyens de servir cette humanité, les forces sur lesquelles on doit s'appuyer, les obstacles qui empêchent cette « humanité fraternelle », la conception de la société future.

« Philosophique et philanthropique », la Franc-Maçonnerie est, de plus, une « institution » (« progressive », nous le verrons plus loin), institution sociale avec ses propres tactiques, ses buts,

ses moyens, etc. « L'association privée la plus ancienne de notre pays avec ses 226 années d'existence ».

Leur histoire confirme ce que nous disions, certaines idées, certains plans, certaines lois, après avoir été élaborés dans leurs « ateliers » en sortaient dans la vie politique, la vie sociale. Mais nous ne pouvons pas faire ici l'historique de ces 226 années d'activité maçonnique en France, (encore moins dans le monde), de son rôle réel ou imaginaire, de ses mythes et des réalités de cette institution « respectable » (d'autres l'ont fait, comme Pierrefite). Il nous faut pourtant souligner quelques faits, avec toutes réserves pour les interprétations historiques, surtout les interprétations maçonniques :

« ... On peut faire dire à l'Histoire à peu près tout ce qu'on veut. Surtout quand il s'agit d'histoire des idées. Les maçons du 18e ont beaucoup parlé, beaucoup écrit. Il est facile de trouver de quoi soutenir l'une ou l'autre théorie » (Georges Allary, « Le Crapouillot », n° 20, numéro consacré aux sociétés secrètes).

La position de départ de la F.M. est celle-ci :

« La Maçonnerie n'est l'ennemi d'aucune forme de gouvernement démocratique. Les Anglais ont conservé par tradition une monarchie traditionnelle qui a maintenu les libertés démocratiques. En France... leur préférence va à une forme républicaine et réellement démocratique » (GOF, 2/05/1948).

« ... C'est là sans doute pourquoi les sociétés humaines font si souvent appel à nos frères. On les voit en effet en Amérique comme en Europe ou en Asie, occuper les plus hautes charges de l'État » (GOF, 5/09/1948).

« Un maçon est un paisible sujet vis-à-vis des pouvoirs civils, en quelque endroit qu'il réside ou travaille, et ne doit jamais se mêler aux complots des conspirations contre la Paix et le Bien Être de la Nation, ni manquer à ses devoirs.

C'est pourquoi si un frère se rebellait contre l'État, il ne faudrait pas le soutenir dans sa rébellion, quelle que soit la pitié qu'il puisse inspirer en tant qu'homme malheureux » (« La Constitution d'Anderson », Art. II « Du Magistrat Civil »).

« ... Il est enfin une caractéristique propre à la F.M. universelle dans la diversité des obédiences, elle le distingue essentiellement du communisme : l'amour de la Patrie, et le respect des lois du pays où elle peut fonctionner librement. Elle prescrit en outre, à tous ses adeptes comme citoyen et comme Maçon, de se soumettre à la législation du pays où ils ont la faculté de se réunir librement et d'être prêts à tous les sacrifices que demanderait leur Patrie... » (1er chapitre de la constitution de la Grande Loge. Depuis la conversion du Luxembourg. Un des 5 points de toutes les grandes obédiences européennes de la « reconnaissance des services de la Patrie »).

Leur idéal, leur préférence est donc une démocratie républicaine ou monarchiste. Dans leur Constitution (rédigée par Anderson et éprouvée en 1722 et 1723), dans la 2e section, les « Old Charges » il est dit que « le Maçon devra respecter le pouvoir civil et évitera d'entrer dans des conspirations contre la paix ou le bien-être de la nation ».

Leur idéal démocratique n'est donc pas révolutionnaire mais éducatif, législatif, (ils parlent constamment des lois) par l'intermédiaire des structures sociales existantes. Et pourtant la F.M. réclame à grands cris le paternalisme de la Révolution française de 1789, disant que les idées de la Révolution ont été « élaborées » dans ses « ateliers », que Condorcet, Mirabeau, Marat, Robespierre, étaient francs-maçons. Il est indéniable que la F.M. française a joué un grand rôle dans la Révolution ; elle avait, à cette époque, des idées progressistes venant des Encyclopédistes

français, des protestants anglais, des révolutionnaires américains, des philosophes de l'époque. Mais même cet aspect progressiste présente certaines particularités : les grands maîtres de la F.M. ont été, entre autres, le chevalier Ramsay, le duc d'Artois, Louis de Bourbon-Condé, le duc de Chartres (futur Philippe-Égalité) ; en 1780 Mirabeau dans la « Loge hollandaise » présente son « Mémoire », où les grandes théories de la Révolution sont déjà esquissées (le bien de tous les hommes, contre le despotisme). Mais en 1782, Joseph de Maistre, le monarchiste et le conservateur, présente aussi un « Mémoire » sur le « Christianisme transcendant »... Il nous semble qu'à cette époque il devait y avoir un grand brassage, un grand bouillonnement d'idées qui étaient présentes et même accentuées dans la F.M. Il faut quand même dire que la F.M. a formé l'esprit des dirigeants de la Révolution de 1789. Mais les F.M. devaient être vite dépassés par ce qu'ils avaient souhaité, ce qui n'a rien d'étonnant : dans son mémoire de 1780, Mirabeau souhaite une correction du système, non subite, et éducative. En tout cas les Maçons devaient vite être incapables de diriger le mouvement ; ainsi, désorienté en 1792, la Maçonnerie française tient sa dernière Assemblée Générale, l'année suivante en 1793, et le Grand Maître de la F.M., Philippe-Égalité, publie même une lettre d'auto-accusation (qui ne lui a pas épargné l'échafaud comme son cousin Louis XVI, bien qu'il ait voté la mort de ce dernier).

La responsabilité attribuée à la F.M. dans la Révolution Française lui aliéna le clergé et la noblesse ; elle représente de plus en plus la bourgeoisie ; la Grande Révolution a déjà été faite avec les principes et sous l'impulsion de la bourgeoisie, mais l'évolution interne de la F.M. fut lente : c'est ainsi qu'après 1796 se forme le « Grand Orient » à tendances plus démocratiques et le « Suprême Conseil » à tendances plus aristocratiques. Ils ont survécu jusqu'à notre temps à travers beaucoup de péripéties, le Grand Orient restant toujours plus laïque, plus démocratique tandis que la Grande Loge conserve un caractère déiste (Grand Architecte).

Puisque nous évoquons l'Histoire, il faut dire que la révolution de 1848 a été saluée avec enthousiasme par la F.M. : une délégation officielle se rendit à l'Hôtel de Ville où elle fut reçue par le gouvernement provisoire dont un bon nombre était francs-maçons. La grande époque de la F.M. sera pourtant surtout la « belle époque », plein épanouissement de la bourgeoisie, règne des radicaux, lutte laïque. Le GOF s'attribue officiellement la plupart des hommes d'État de cette époque, tel que le Président de la République en 1914, le frère René Viviani... qui prépara la guerre. Les francs-maçons prennent aussi à leur heure des positions : le 28 juin 1917, à Paris, se tient le congrès des Maçonneries Alliées et neutres, au cours duquel sont tracées les lignes générales de la future « Charte d'une Société des Nations » promulguée par le frère Wilson. Le 15 août 1939, proposée par le frère Roosevelt, « Une Conférence Internationale pour la Paix », pour une « Europe Fédérée », n'a pas lieu, Hitler refusant d'y participer.

Quelques conclusions

Nous avons fait ce bref rappel historique pour en arriver à quelques conclusions d'ordre général :

1°) « La F.M. est l'Internationale de la bourgeoisie » a écrit M. Bakounine.

La F.M. est née avec le « siècle de la lumière » et elle a eu ses lumières dans ce siècle, siècle des encyclopédistes (et pourtant d'Alembert, Diderot, Balbach, n'étaient pas, paraît-il, francs-maçons), des libres-penseurs, de Voltaire (la F.M. le réclame en donnant comme date de son admission dans une des loges de Paris, proposée d'ailleurs par... un chanoine, le 7 avril 1778, mais en oubliant de nous dire que Voltaire avait alors 84 ans, et qu'il mourut la même année).

Pour son temps, la F.M. a été progressiste. Elle fut encore à l'avant-garde de la bourgeoisie montante mêlée à la Révolution Française de 1789-92, de 1848.

En 1870, (Gambetta fut franc-maçon, du moins un certain temps) également, ainsi que dans les dernières années du 19e siècle et au début du 20e. Mais elle a sombré en tant que force progressive avec l'épuisement de la bourgeoisie elle-même. Même actuellement, avec tout son « éventail d'études », elle continue de n'être dans sa grande majorité que l'expression de la bourgeoisie, la

bourgeoisie consciente, éclairée, libérale même... mais en aucun cas, elle n'est progressive, dans le sens où nous considérons le progrès. Elle n'a jamais mis en question d'une manière sérieuse et conséquente l'essentiel du régime bourgeois, ni envisagé de se dresser contre lui. Elle n'a jamais accepté le prolétariat comme force, comme facteur ; elle n'accepte que quelques prolétaires plus soucieux de leurs préoccupations pseudo philosophiques que de leur conscience sociale.

Sur ce point, nous ne pouvons donc pas être avec elle, si nous continuons à considérer que dans la société actuelle, la bourgeoisie est responsable de ce que nous refusons : le capitalisme, la misère, la division en classe, l'oppression, l'inégalité, l'appareil étatique, le nationalisme, le militarisme, etc. La responsabilité de la F.M. est ici incontestable, bien qu'indirecte.

2°) Mais la responsabilité de la F.M. est aussi directe, non seulement elle se sent « éclairée », mais elle envisage d'illuminer la société de sa lumière ; dans ce but, aidée par son sens prosélytique, messianique (et philosophique !), elle envisage et elle pratique la tactique de prise du pouvoir par l'intérieur. Elle ne refuse pas le pouvoir, elle le cherche en étant sincèrement convaincue que les francs-maçons seront les meilleurs gestionnaires, les meilleurs gérants, les meilleurs gouvernants des intérêts de la société. Et ils arrivent réellement, comme eux-mêmes s'en vantent, à être de bons « hommes d'État ».

Qu'est-ce que le libertaire a à voir avec ceux-là ! C'est, bien sûr, évidemment un mieux dans la société, même actuelle, s'il y a relativement plus de justice sociale (les F.M. prétendent que dès le début du siècle, ils ont étudié des projets de loi pour la sécurité sociale, etc.) ; un gouvernement plus démocratique est relativement plus facilement supportable qu'un gouvernement de dictature tyrannique. Mais de là à participer aux travaux d'aménagement et d'adaptation, à pratiquer consciemment le principe du pouvoir, il y a pour tout libertaire, un abîme.

3°) Assurer la concorde entre tous les hommes, c'est d'une part ignorer les classes, la lutte de classes et d'autre part, accepter l'essentiel de l'état de choses actuel, tout en travaillant pour des modifications de détail. Nous avons d'ailleurs déjà parlé du caractère bourgeois de la F.M.

Sur ces deux principes, le principe du pouvoir, et le refus du système capitaliste et étatique, et le principe de classes, de différence de classes et de lutte de classe, nous ne pouvons accepter aucun compromis avec la F.M. ni avec les autres « forces progressistes », à moins de nier notre propre conception libertaire.

Cette confusion, pouvoir-opposition, acceptation-critique, classe-alliance, se manifeste à chaque pas, dans chaque geste des F.M. Comment pourrait par exemple, se réaliser cette fameuse recherche de la vérité, si dans la même loge se retrouvent le maréchal Joffre, l'ex-préfet Baylet, l'ex-roi d'Angleterre, le prince Murat (cousin de Napoléon III qui a légué au GOF l'Hôtel du 16, rue Cadet) et en même temps Voltaire, Mozart, Stendhal, Bolivar, etc. Cette vérité sera obligatoirement un compromis et ne pourra donc pas être une vérité véritable.

Les libertaires et la F.M.

Il est logique pour nous de considérer qu'entre les libertaires et les francs-maçons, il ne peut y avoir de confusions. Et pourtant, celles-ci existent chez certains libertaires. Reprenons le débat par l'autre bout : les libertaires qui ont participé ou qui participent à la fois à un mouvement anarchiste et à une institution F.M. invoquent, presque toujours de manière indirecte, trois points de vue différents :

1°) La F.M. « doit se rajeunir et se moderniser » elle a présenté et présentera encore un facteur de progrès. Par conséquent :

« ... Sous aucun prétexte les hommes de gauche et d'extrême gauche, si impatients et si révolutionnaires soient-ils, ne doivent se faire les complices, même passifs, de la campagne anti-maçonnique. Cette campagne vise à détruire, à travers la Maçonnerie, toutes les libertés démocratiques et ouvrières. Combattre la Maçonnerie, c'est faire le jeu du cléricisme et du fascisme. Ce serait de la folie pure. Messieurs les

réactionnaires feront bien de ne pas compter sur un tel aveuglement de notre part... »
(André Lorulot, « Pour ou contre la F.M. », page 62, conclusion).

Il est vrai que Lorulot est avant tout libre-penseur et que cette brochure date de 1935 à l'époque des persécutions antimaçonniques des nazis. Mais cette solidarité entre victimes n'est pas une excuse suffisante, d'autant plus que dans cette brochure, non seulement Lorulot considère que :

« ... La Maçonnerie doit se rajeunir et se moderniser. Elle doit élargir ses vieux cadres, éliminer ce qui est caduc, rompre avec des rites et une phraséologie peu conciliable avec le rationalisme. Sans doute la F.M. sera-t-elle conduite à agir davantage "à découvert", elle montrera plus d'audace et de combativité au service des grandes batailles qui demain vont bouleverser le vieux monde » (id. page 62).

Mais encore il les « aide » à devenir ce qu'il aimerait bien qu'ils deviennent :

« ... Les F.M. auraient bien tort de ménager les cléricaux, car ces derniers ne les ménagent pas » (page 61).

« ... Un jour viendra certainement (je souhaite que ce soit bientôt) où les éléments prolétariens seront beaucoup plus nombreux dans les ateliers maçonniques... »
(page 51) ;

« ... Aujourd'hui, les socialistes sont aussi nombreux dans les loges que les radicaux »
(page 57).

Et Lorulot cite un autre auteur, Pierre de Pressac qui écrit :

« ... Le socialisme a transformé la Maçonnerie. Il l'a débarrassée de cet aspect cérémonieux et fermé. Il a abaissé le prix des cotisations et l'a ouverte en quelque sorte, à tous. Le cadre est resté le même, la puissance d'organisation et le rayonnement subsistent mais la Maçonnerie traditionnelle a virtuellement disparu » (page 58).

Lorulot lui-même considère que M. de Pressac « exagère un peu » !

2°) Le 2e raisonnement est le suivant : si pour les précédents, les libertaires ne doivent pas mener de lutte anti-maçonnique, pour les seconds, les libertaires devront y entrer pour aider personnellement à cette « transformation ». Il nous semble qu'on peut distinguer dans ce raisonnement deux types :

— ceux qui ne connaissent ni le véritable caractère de l'anarchisme, ni celui de la F.M. donc pour lesquels toute confusion est possible... et aucune discussion.

— ceux qui en délimitent les frontières, sont plus ou moins conscients des possibilités et des impossibilités, et qui y entrent comme on entre dans un mouvement extérieur, pour faire présence, pour y faire rayonner la pensée libertaire, faire un travail éducatif

Aucune discussion n'est possible avec ceux de la première catégorie, nous l'avons dit ; ils veulent à tout prix être partout à « l'avant-garde », ils jouent à être une « élite ».

On peut essayer de discuter avec ceux de la 2e catégorie : quand on est sûr de soi et de la valeur de ses idées, on peut aller les placer n'importe où, à ses « risques et périls » : « si je perds, je perds seul, si je gagne, tout le mouvement gagne ». Cela se défend. Encore plus du fait que la F.M. n'est pas un parti politique centralisé et dogmatisé, qu'on y encourage la discussion libre !

Nous ferons seulement quelques remarques : le pouvoir d'évolution de la F.M. nous semble très limité et déjà arrêté. Le seul progrès tangible est la suppression par le Grand Orient de France du principe du Grand Architecte de l'Univers, principe déiste des encyclopédistes et de Voltaire. Il s'agit seulement d'une des obédiences maçonniques de France, qui n'est même pas suivie à

l'étranger. Ce compromis a de plus été fait sur le plan philosophique et pour lutter contre l'obstination du Vatican.

Il est sûrement vrai que les libertaires en tant que libres-penseurs peuvent être acceptés dans la F.M. Mais pour y trouver quoi ? Une société fractionnée, cloisonnée en loge ; des « frères » qui en dehors de ces loges sont loin d'être nos frères et plus souvent le contraire de frères... Les influencer comment et jusqu'où ?

La F.M. exige, comme toute organisation bien structurée, hiérarchisée, et, de plus, secrète, une obédience presque absolue. Comment concilier, faire cohabiter dans la même personne deux disciplines différentes, exigeant beaucoup de chaque militant ; il y en a une qui est ouverte, l'autre secrète ; l'une invite à se plonger dans la philosophie la plus abstraite possible, l'autre dans la vie la plus réelle possible. Laquelle des deux prédominera ?

La tactique et la pratique F.M. a été, dès le début, de copier une autre « compagnie secrète », la compagnie de Jésus (et d'Ignace de Loyola), les jésuites.

« ... Je citerai un exemple frappant et récent de ce qu'un corps bien uni et sage peut exécuter : ... je parle de la société des jésuites ; que n'a-t-elle pas opéré ? C'était sans doute pour immoler la liberté des hommes sur les autels de la superstition et du despotisme et pour immoler ensuite celui-ci à sa propre ambition. Nous avons des vues toutes contraires, celles d'éclairer les hommes, de les rendre libres et heureux. Mais nous devons et nous pouvons y parvenir par les mêmes moyens qui empêcheront de faire pour le bien ce que les jésuites ont fait pour le mal !

D'ailleurs nous avons sur eux des avantages infinis : aucun habit, aucun rite extérieur qui nous distingue, point de chef visible qui puisse nous dissoudre. À chaque orage qui nous menacerait, nous pourrions faire le plongeon et reparaître dans d'autres lieux et d'autres temps... » (Frère Mirabeau, en 1780, page 17 du Crapouillot n° 20).

L'attitude des catholiques militants de l'époque même, a probablement conditionné cette lutte « en miroir », cette imitation. Il est vrai que la F.M. s'est montrée plus démocratique que les jésuites (ces derniers se sont toujours rangés derrière les conservateurs et les réactionnaires). Bien qu'actuellement le rôle réel des jésuites soit limité à quelques États et quelques couches sociales, leurs ravages, dans l'âme humaine collective sont loin d'être guéris. Pourquoi continuer à contaminer notre éthique, notre conduite, notre organisation, nos perspectives, avec ce vieux poison d'hypocrisie, de combines, d'ambitions, de luttes sournoises – non seulement nous, en tant qu'individus, mais aussi nous comme groupement d'individus. Malgré une ressemblance superficielle entre F.M. et libertaires, nous pensons qu'il existe une différence essentielle dans nos éthiques, dans nos principes d'organisation, dans nos soucis et nos buts respectifs. Et nous apercevons un changement de conduite chez les camarades qui pour des raisons parfaitement valables sont obligés d'avoir une activité commune avec des F.M. ouverts ou camouflés, Libre-Pensée, Droits de l'Homme, Comité Laïque.

L'influence de la pensée F.M. est perceptible aussi dans le raisonnement de certains camarades : ils s'évadent de plus en plus dans le vague, leur humanisme devient de plus en plus l'humanisme abstrait des philosophes du 18e siècle, leur prétention de connaissance devient aussi de plus en plus encyclopédique (ce qui était probablement encore possible pour Diderot, d'Alembert, mais qui n'est plus possible pour la science actuelle) qui développent davantage le souci de leur « perfection » individuelle que le souci d'un développement de nos idées en général. En un mot, qui contribuent beaucoup à la confusion, qui aident consciemment ou inconsciemment à amoindrir l'originalité des idées libertaires, à leur faire perdre leurs qualités sociales, révolutionnaires, prolétariennes, combatives, réalistes.

3°) Le 3e raisonnement en faveur de la F.M. ou au moins pour la possibilité d'une « double appartenance » à une loge F.M. ou à une organisation anarchiste, est le suivant : nous connaissons

beaucoup de libertaires qui ont été des francs-maçons et cela ne les a pas empêchés d'être d'excellents libertaires. Donc, votre position est fautive...

Mais comment savoir vraiment qu'il est F.M. tant qu'un F.M. peut militer à côté de moi dans une organisation libertaire ou une organisation extérieure et latérale pendant des années, sans que je puisse m'apercevoir ou du moins être sûr et certain de sa double appartenance !

Un Francisco Ferrer ? Oui, il était probablement franc-maçon dans le sens de libre-penseur, et surtout plus précisément comme pédagogue et éducateur. Un Michel Bakounine ? Oui il l'écrivit lui-même, le seul libertaire à notre connaissance qui, dans un but précis et conscient, et après un court passage, a pris une position claire et nette : de « L'internationale de la bourgeoisie », le mouvement révolutionnaire, prolétarien et libertaire, ne peut rien attendre. Qu'il ait eu le courage de faire une déclaration publique est encore plus significatif, car la F.M. punit (en principe !) de mort ceux de ses membres qui divulguent ses secrets. Malatesta, lui aussi, a pris position clairement (il n'a jamais été maçon) :

« ... Je pense moi aussi que probablement la Franc-Maçonnerie et la "démocratie" en général, intriguent parmi nous dans l'espoir que nous ne leur soyons pas trop hostiles le jour où le régime changera » (écrit le 7 mars 1932).

Camillo Berneri et Armando Borghi ont publié en mars 1939 une brochure consacrée entièrement : « Contre les intrigues maçonniques dans le camp révolutionnaire » (en italien). Leur travail, très polémique a comme point de départ la position et l'activité d'une libertaire Maria Rygier, qui était en même temps ouvertement franc-maçonne. Berneri décrit aussi la F.M. nationaliste en 1914 (Trieste, etc.) puis finançant Mussolini pour se le concilier en 1921, pour se déclarer antifasciste quand ce même Mussolini l'attaque en 1924. Berneri souligne :

« ... Heureusement le phénomène maçonnique est dans le camp de l'anarchisme italien tout à fait négligeable.

Mais il y a une considérable minorité d'anarchistes qui, alléchés par l'espérance de "grands moyens" s'est laissée attirer dans le jeu politique de cet antifascisme équivoque qui a abouti aux légions garibaldiennes (mouvement nationaliste pour le rattachement de Trieste et de la Dalmatie et qui devient antifasciste... après 1924. Note du trad.) puis aux divers mouvements plus ou moins clandestins, et qui maintenant remplit ses filets » (Berneri, p. 32).

Beneri conclut : comme Bakounine,

« La F.M. appuie tout mouvement qui peut aider la bourgeoisie et combat tout ce qui peut la nuire ».

Des « camarades » probablement « frères », nous disent souvent que Proudhon, Élisée Reclus, Sébastien Faure, Voline, etc., étaient francs-maçons. C'est possible mais pas certain, car ils ne l'ont jamais confirmé eux-mêmes, à notre connaissance. Mais ce qui est plus probable, c'est que dans le mouvement libertaire, à côté des autres préoccupations, syndicalistes, individualistes, existe toujours une tendance portée vers la phraséologie humaniste-romantique, les préoccupations métaphysiques, les soucis plus spéculatifs que sociaux et révolutionnaires, une tendance à effacer les luttes idéologiques, les chocs des idées, en envisageant des « synthèses » (Voline, Faure), oubliant le caractère de classe de la société et notre position vis-à-vis de ces classes ; en un mot, présentant des conclusions plus F.M. que libertaires.

Les secrets F.M.

Nous ne nous sommes pas arrêtés sur d'autres aspects de la F.M. tels que son caractère « secret »,

ses « rites », sa mythomanie, c'est pour nous une question très secondaire. Il faut pourtant en dire quelques mots.

L'aspect hermétique et secret de la F.M. est une vieille légende qui, actuellement, ne fait peur à personne, au contraire, après les nombreuses divulgations, publications, exposés anti et pro maçonnique, l'opinion publique tend maintenant à considérer les F.M. comme de « doux et inoffensifs maniaques » (ce qui est d'ailleurs faux, l'influence et le rôle maçonnique sont moindres, mais existent toujours). La F.M. n'est pas secrète, elle est plutôt hermétique, clandestine, initiatique : la liste de leur Grand Conseil est déposée chaque année aux autorités, certaines de leurs publications sont faciles à se procurer, ils prennent la parole à la radio, la grande presse a publié récemment le résultat d'élections du Grand Maître (J. Mitterrand, pour le GOF). Leur caractère exo-ésotérique, s'explique en réalité par leur lutte, dès leur début, contre l'Église catholique (le Vatican a publié plusieurs « bulles » anti-maçonniques), contre une partie de l'opinion, leur goût du mystère, leur prétention métaphysique (l'origine du Temple de Salomon, les Croisés, etc.). C'est plutôt un caractère d'initiation : les principes de l'Élu, l'élite, des degrés, du cloisonnement, etc., qui sont en réalité très peu démocratiques. La F.M. n'est d'ailleurs pas la seule société plus ou moins secrète : le compagnonnage, les carbonari, la cagoule, la synarchie, ... l'OAS, pour n'en citer que quelques-unes.

Le mouvement libertaire, sans être secret ni demander d'initiation, est souvent obligé, pour des conditions politiques, à être plus ou moins clandestin. Même lorsque les conditions d'une certaine légalité sont possibles, existe toujours, comme dans tout mouvement révolutionnaire, la nécessité d'un travail secret dans le mouvement lui-même.

Arrêtons-nous un peu ici. L'habitude de vivre secrètement, de « veiller » à la pureté d'un mouvement et de « diriger » sa ligne de conduite, apporte à l'esprit de tout individu des transformations surtout éthiques. Elles sont imperceptibles : on commence par une conduite irréprochable, de « bons » motifs, une conscience tranquille, on agit pour le bonheur des hommes... Progressivement, l'individu s'identifie au mouvement, et de la nécessité, du raisonnement, on passe au mythe, on symbolise la vérité dans le mouvement, la fidélité... puis une seule vérité et une seule fidélité, l'exclusivité, l'intolérance, l'exclusion, le dirigisme, le centralisme.

Ce phénomène est plus fort quand il est lié à celui du pouvoir : les bénéfices, la gloire, la puissance, la vanité, l'entourage, accélèrent ce processus. Mais même quand il ne s'agit pas de pouvoir, quand on est en principe même contre le pouvoir, on n'arrive pas facilement à échapper à cette mythologie, à cette auto-identification, cette symbolisation, cette glorification. Il s'agit sans doute d'un phénomène purement psychique, et humain. Nous l'avons vu dans notre fédération anarchiste prendre la forme d'un groupement secret, l'OPB (« Organisation, Pensée, Bataille », le livre de Berneri) vers 1950 (mais démasqué surtout par le « Mémoire » du groupe Kronstadt de 1954) : un groupement créé par quelques militants pour lutter contre le courant « inorganisationnel » de la fédération. On peut admettre à la rigueur, la « pureté des intentions », la volonté sincère de lutter pour un anarchisme constructif et rénové. Mais des camarades n'ont pas pu échapper, eux aussi (il semble que ce soit une loi générale), à leur propre transformation... qui les entraîne très loin de leur point de départ, les a perdus pour le mouvement et a provoqué une crise dans celui-ci, qui s'en remet à peine, ce qui a découragé et dégoûté de nombreux camarades sincères ; c'est donc une question importante mais qui nous fait sortir de notre sujet. En tout cas, pour nous, nous nous méfions terriblement non seulement des tentations d'organisations secrètes, mais aussi des tournures d'esprit d'individus qui aiment jouer au secret et au dirigisme occulte.

En ce qui concerne les « rites », le « carnaval », le « jargon », « la mystique de foire », nous n'avons guère envie d'en parler : c'est du Moyen Âge. Mais il paraît que, même dans le siècle rationaliste, matérialiste, scientifique, certains êtres humains gardent toujours une nostalgie du monde magique de son enfance, qu'il soit historique ou personnel.

La mythomanie, la nécessité d'annexer les plus grands noms de l'histoire depuis plus de deux siècles, fait aussi partie de ce complexe mégalomane et montre leur regret du passé. La liste des

hommes illustres déclarés francs-maçons est impressionnante ; il y a quelques années, le GOF leur avait consacré des émissions spéciales à la radio... Nous ne pouvons ni vérifier ni nier l'exactitude de leur appartenance à la F.M., elle fait partie de leur secret, de leur folklore et sert d'appât à ceux qui ne peuvent vivre qu'en compagnie d'hommes illustres, même morts.

Quant aux différences internes, aux tendances dans la F.M., à l'histoire de ces tendances, et leur lutte en France et dans le monde, c'est une affaire maçonnique qui nous regarde peu, directement. On peut simplement dire, en gros, qu'en France, le Grand Orient est relativement plus « à gauche » que la Grande Loge, au moins pour la laïcité, la lutte anti-cléricale, les tendances et le recrutement des démocrates.

Conclusion

Notre conclusion est la même que celle de nos camarades qui rédigèrent le N° 5 de NR consacré à la F.M. Nous considérons comme incompatible l'appartenance et l'activité anarchiste et franc-maçonne. La F.M. a été, du moins au début, l'organisation spécifique de la Révolution de 1789, en tant qu'avant-garde de la bourgeoisie.

Elle vit actuellement sur l'acquis. Elle est en décalage avec notre temps, elle participe d'une manière plus ou moins consciente et totale au régime bourgeois.

L'anarchiste refuse le régime bourgeois et capitaliste et lutte contre lui, contre la division en classes, contre la classe bourgeoise ; il ne peut donc en aucun cas jouer les étatistes conscients dans ce régime. Le mélange des deux idées dans l'activité d'un militant donne un abandon partiel ou total de nos idées, une tendance à l'affaiblissement du mouvement, car idéologiquement ce mélange est une absurdité.

THÉO. (octobre 1962)

L'OPUS DEI

Origines

La « Société sacerdotale de la Sainte Croix et de l'Opus Dei », fondée par le Père José Maria Escrivà de Balaguer, en 1928, fut approuvée canoniquement par le Saint-Siège, par le décret « Primum inter instituta », le 16 juin 1950 comme institution séculière de l'Église. L'objectif de cette institution est « d'atteindre la perfection chrétienne et d'exercer pleinement l'apostolat en pratiquant dans le siècle et au moyen du siècle les conseils évangéliques ». Une des normes secrètes de l'Opus Dei fixe comme tâche de « réaliser l'œuvre de l'apostolat au moyen de la rénovation de la vie chrétienne, en la rendant authentique », et insiste sur « propager la vie chrétienne dans les pays où elle est peu développée ». De cette manière, l'Opus a établi des antennes à Rome, Lisbonne, Paris, Londres, New York, Chicago, Buenos Aires, Mexico, Santiago du Chili, etc. Au total, il compte plus de cent résidences dans le monde entier et le « collège romain de la Sainte Croix » à Rome, où actuellement suivent des études de droit canonique près de 90 membres de l'Opus, parmi lesquels seuls quelques-uns se préparent à être prêtres.

Les membres de l'Opus agissent en privé, et par période, c'est-à-dire d'abord six mois, après un an, deux, etc. Les trois vœux de pauvreté, obéissance, chasteté, sont suivis par une certaine catégorie et bien qu'ils puissent également devenir prêtres (il y en a quelque 50 en Espagne, à Rome, et en Amérique), ils mènent une vie professionnelle absolument normale, et naturellement, les non-prêtres s'habillent en civil. Cette faculté de se mêler parmi les gens et de passer inaperçu a créé autour de la Compagnie une légende de mystère et de méfiance, et vu ses procédés, on la considère

comme une espèce de franc-maçonnerie. Son guide et aussi sa clé et sa tactique est le livre « Chemin » du père Escrivà.

Fonctionnement

À côté des membres de la Société qui font trois vœux (qui s'appellent sociétaires « supernuméraires », et qui peuvent être prêtres ou laïcs), il y a les sociétaires « numéraires » qui ne prononcent pas les trois vœux et qui sont mariés normalement. Ils versent des cotisations à la Société et doivent faire un minimum de pratiques religieuses et de prières établies par la Compagnie et se soumettre à une discipline et à la direction spirituelle de leurs prêtres. Ces sociétaires forment en pratique ce que les congrégations religieuses appellent le troisième ordre. La Société est dirigée par un Conseil Général qui était à Madrid jusqu'à son transfert à Rome. Outre le Président, Général et fondateur, le père Escrivà, supérieur de l'abbaye de Montserrat.

Buts

Si, face à la réforme protestante, l'espagnol Loyola a surgi précisément avec la Compagnie de Jésus, l'Opus Dei, création d'un autre espagnol, apparaît dans notre ère industrielle avec un nouveau style de lutte et de prosélytisme religieux laïc des affaires, de l'industrie et de la vie professionnelle et universitaire. Tandis que les jésuites cultivent et contrôlent depuis les centres d'enseignement secondaire les familles bourgeoises, l'Opus se consacre de préférence aux universitaires, et plus spécialement à ceux qui suivent les carrières techniques, comme les ingénieurs, les médecins, et les architectes. Il faut reconnaître qu'une bonne partie de son succès est due au magnifique matériel humain qu'ils trouvèrent tout de suite après la guerre civile, et dont les jésuites ne surent pas profiter, absorbés qu'ils étaient par leurs vieilles formes de « captation ».

L'Opus et l'université

Cependant, ce halo de mystère que les jeunes perçoivent dans l'Opus à cause du comportement de ses membres, fait que les étudiants repoussent les tentatives de captation et ne cachent pas leur hostilité envers les camarades dont on sait qu'ils « sont de l'Opus ». Les membres de l'Opus utilisent les chaires uniquement comme moyen pour placer leurs hommes, sans véritable objectif pédagogique, peut-être parce que, intellectuellement, ils sont plus que médiocres, sauf quelques exceptions, dont nous avons fait mention [2]. Leur désir d'occuper des charges politiques les oblige à abandonner les chaires. L'actuel ministre du Commerce, Ullastres (aujourd'hui professeur à l'Université de Madrid), quand il obtint la chaire d'Économie à l'Université de Murcie, ne daigna même pas en prendre possession, ce qui lui valut d'être blâmé par le doyen de la faculté.

L'Opus et l'économie]]] Directement, sans posséder de grandes propriétés agricoles ou industrielles à son nom, comme il en est généralement dans les autres ordres religieux, sans avoir besoin de chercher des dons, des héritages, ou des legs religieux, trop ostensibles et toujours exposés au risque d'un nouveau démembrement dans un pays aux changements aussi radicaux que l'Espagne, la Compagnie dispose en abondance du principal ressort : l'argent. Il est curieux de constater que, tandis que l'infiltration universitaire achoppe sur des difficultés et éveille des soupçons, il y ait eu beaucoup de progrès, ces derniers temps, dans la captation de puissants industriels, politiciens, et hommes d'affaires. Tout cela explique la vertigineuse expansion en spirale de l'Opus en Espagne, dont une indéniable manifestation est l'actuelle prise en main des principaux ressorts de l'économie (telles les grandes banques espagnoles). Un aspect important des activités de l'Opus est constitué par les sociétés immobilières. Certaines sont devenues des affaires prospères et sont une source des principaux revenus de l'Opus. L'industrie cinématographique a été également touchée, avec des films comme la série rose de Romy Schneider, dont la moralité est moins importante que les bénéfices qu'on en tire. Un cas intéressant est celui de la Banque d'Andorre. En théorie, il s'agit du « Crédit Andorrà ». L'évêque de Urgel, co-prince d'Andorre, avec la France, a été gagné par l'Opus. La situation du pays permet le trafic de devises, ainsi que des invasions de capitaux hors d'Espagne. Le ministre du Commerce Ullastres couvre ces opérations illégales, puisque membre de l'Opus. {{{L'Opus et la culture

L'obsession de l'Opus a été de combattre « L'Institution Libre d'Enseignement » (foyer laïc de la fin du 19e) et l'enseignement laïc instauré par la république en 1931.

En 1940, le ministre de l'éducation, favorable à l'Opus, autorise la création du « Conseil de Recherches Scientifiques » qui sert de (... manque un mot) à l'Opus. Le ministre suivant, catholique libéral tenta de soustraire ce centre à l'Opus, mais il échoua, et fut remplacé, à cause des menées de Carlos Serer, théoricien de l'Opus. Carlos Serer est partisan d'un « Kulturkampf » espagnol, c'est-à-dire, une culture dirigée, anticommuniste, etc. « Notre pays a besoin d'une conscience nationale construite sur sa foi traditionnelle catholique, et il doit obtenir son unité spirituelle intérieure dans cette tradition (... cette raisonnable attitude d'éloignement n'exclut pas le paradoxe selon lequel l'Espagne est, en revanche, prête à seconder tout ce qui peut supposer la rechristianisation de l'Europe par la Paix ou par la guerre » (La Fuerza Creadora de la Libertad, page 76).

De plus, l'Opus contrôle de nombreuses publications et éditions de livres : “Actualidad Española, Punta Europa, Diaro de Leon, Correo Catalan, etc.”

L'inquisition qu'établit l'Opus étouffe les rares foyers de culture qui restent en Espagne.

L'Opus et la politique

Toutes ces manœuvres secrètes s'orientent-elles vers un objectif politique déterminé ?

La Compagnie affirme sans ambages que non, ceci pour la galerie. L'Opus n'a pas dévoilé ses buts, mais d'après l'idéologie commune à ses membres, quelques conclusions peuvent être tirées. Mépris

des masses, culte des minorités, conservatisme. C'est sur ce schéma réactionnaire et conservateur, que se développe une idéologie orientée vers le corporatisme, le réformisme, afin de maintenir les privilèges des castes supérieures. La "tradition" offre le cadre de ce réformisme : la monarchie autoritaire, la famille chrétienne traditionnelle, le village, la corporation médiévale actualisée, les nombreuses déclarations d'anticommunisme et d'antiprotestantisme d'Occident et d'Orient, montrent que l'Opus pense le 20e siècle comme le 16e, et que les solutions proposées sont une "restructuration" de l'inquisition sous toutes ses formes.

L'Opus et le gouvernement franquiste

L'ascension de l'Opus au moment où la Phalange décline est symptomatique.

La Révolution Nationale Syndicale rêvée par la Phalange est remplacée par l'Espagne catholique et traditionnelle. L'Opus se présente comme troisième force entre la Phalange et l'armée, nettement monarchiste vers 1956. Aujourd'hui, le changement ministériel de juillet, après les grèves de cette année, a renforcé la position de l'Opus dans sa domination de l'industrie, c'est-à-dire de ce qu'il y a de plus puissant et profond en Espagne.

Conclusion

Il serait trop facile de croire que la France est épargnée par ce fléau. On signale des cas isolés d'activités de l'Opus Dei à Paris, à Pau. Il faut comprendre que l'Opus Dei est l'idéologie de la classe possédante et qu'elle deviendra peut-être aussi celle du capitalisme. Et cela est bien plus dangereux que Teilhard de Chardin, dont la revue Planète montre pourtant comment on peut s'en servir pour justifier un futur fascisme.

Diego SABADELL

Bibliographie :

- Esprit, septembre 1956 (c'est-à-dire juillet 1957).
- Nuestro Tiempo, juillet 1958, Tribuna Socialista, n° 3.
- Canard Enchaîné (vers 1960, date perdue).
- Chronique Espagne n° 141, 166, 168, 171, 174, 181, 185, 187, 208, 237, 246, 247.

PORTUGAL ET ANGOLA

UN DE NOS CAMARADES A REÇU DU BRÉSIL [1], UN LIVRE ÉCRIT PAR UN RÉFUGIÉ PORTUGAIS, EDGAR RODRIGUES “LE PORTRAIT DE LA DICTATURE PORTUGAISE”. DANS UNE LETTRE PERSONNELLE, L’AUTEUR SOULIGNAIT QUE “LES PUBLICATIONS QUI DISENT LA VÉRITÉ SUR LA SINISTRE DICTATURE DE SALAZAR SONT SI RARES QU’ON NE SAIT, HORS DU PORTUGAL, RIEN OU PEU DE CHOSE DE CE QUI S’Y PASSE”. ET DANS UNE AUTRE : “JE VOUS REMERCIE SINCÈREMENT DE LA PROMESSE DE PUBLIER DANS NOIR ET ROUGE UN COMMENTAIRE SUR MON LIVRE, CE QUE JE CONSIDÈRE COMME UN ACTE DE SOLIDARITÉ ENVERS NOS CAMARADES QUI VIVENT, LUTTENT, SOUFFRENT ET MEURENT AU PORTUGAL...”

Voici un compte rendu et des extraits de ce livre.

Le Portugal a une superficie de 90 000 km² et 8 500 000 habitants. Ses ressources sont surtout agricoles. Le sous-sol, très riche, est à peine exploité.

À notre connaissance, il n’y a pas de livres qui traitent des mouvements sociaux et ouvriers de la fin du 19e et du début du 20e siècle. Les idées anarchistes ont pénétré au Portugal par l’intermédiaire de l’Espagne (cf. Nettlau “Miguel Bakounine, la Internacional Y La Alianza en Espagna, 1868-1873).

En 1918, le Président de la République est assassiné par un anarchiste. Les gouvernements se succèdent. En 1928, un ministre des finances présente un programme, c’est Salazar, professeur d’Économie Politique à l’Université de Coimbra. En 1932, Salazar est Président du Conseil ; en 1933 il proclame l’État Nouveau. La constitution se fonde sur la famille ; seul le chef de famille vote ; les chefs de famille élisent une assemblée législative. Une autre assemblée est élue par les représentants des corporations de métier (le droit est interdit bien sûr). Le tout, on le voit, est copié de Mussolini, seule différence, le catholicisme n’est pas religion d’État. Il y a une charge de Président de la République, mais le Président du Conseil (c’est-à-dire Salazar) est responsable “devant lui-même et devant Dieu”).

Ni l’industrie, ni l’agriculture, n’ont été modifiées en quoi que ce soit. En politique extérieure, Salazar est allié de Franco et des USA.

Rodrigues décrit la lutte de l’opposition contre Salazar.

La répression est organisée par la PIDE (Police Internationale de Défense de l’État) avec les mêmes méthodes que la Gestapo ou la Guépéou.

Ainsi le camp de concentration de Tarrafal dans l’archipel du Cap Vert, qui dura de 1937 à 1948, où les fièvres et les mauvais traitements tuèrent de nombreux républicains et anarchistes.

En effet, si on connaît l’importance du mouvement libertaire en Espagne, on ignore généralement les anarchistes portugais. Les militants de la Fédération Anarchiste de la Région Portugaise (FARP) font partie de la Fédération Anarchiste Ibérique, ils militent surtout dans la CGT, syndicat ouvrier. La prise de position de Salazar en 1932, amena une répression contre les centrales ouvrières. Malgré les insurrections, les syndicalistes et les anarchistes furent arrêtés. Les communistes, plutôt que de s’allier aux anarchistes, menèrent une “politique de zigzag” qui divisa la classe ouvrière. Leur journal disait, en janvier 1934 : “les communistes ne prétendent pas attenter à la vie de Salazar, il ne peut s’agir que de l’œuvre des anarchistes”. Tout ceci faisait le jeu de la PIDE, qui arrêtait tout le monde.

Durant la guerre d’Espagne, Salazar ravitaille les troupes de Franco et lui envoie des soldats.

Avec l’accord de Von Ribbentrop-Molotov d’août 1939, les communistes enfermés dans les camps donnent leur appui à Salazar qui les laisse cependant enfermés. La même chose eut lieu ailleurs, par exemple au camp du Vernet, en Ariège : “... d’ici aussi, beaucoup partent pour l’Italie (les Italiens, en général communistes, rapatriés par Mussolini) et pour comble, beaucoup de brigades internationales. Avant-hier, ils se sont engagés en Espagne pour la liberté ; hier ils ont signé un

engagement dans l'armée française et aujourd'hui, ils demandent la protection de Mussolini. Voilà la moralité de beaucoup d'anti-fascistes. Les Suisses de jadis n'ont pas agi d'une autre façon" (lettre d'un camarade, 8/07/1940).

Quand l'Allemagne attaque la Russie, les communistes proposèrent une alliance aux anarchistes qui fut, bien sûr, refusée. En 1958, Salazar permit des élections pour la présidence. L'opposition présenta deux candidats, dont le général Humberto Delgado. Delgado a servi longtemps Salazar et, pour des raisons encore obscures, il se révèle antisalazariste. De nombreux incidents ont lieu ; Delgado se réfugie à l'ambassade du Brésil à Lisbonne "pour ne pas être suicidé par les sbires de la PIDE."

En janvier 1961, le paquebot portugais "Santa Maria" est kidnappé par des anisalazaristes et quelques républicains espagnols, sous la direction de Henrique Galvao. Cette opération avait été organisée par Bayo, espagnol spécialiste des actions de commando, professeur de guérilla de Fidel Castro. Cette action voulait attirer l'attention sur la dictature de Salazar ; en ce sens, elle réussit totalement. Galvao publia un manifeste : 40 % d'analphabètes – l'État portugais n'est pas autre chose que l'instrument dépouillant les ouvriers du droit naturel d'association – "une population avilie par la peur, par l'aridité mentale, par l'infime niveau de vie (le record d'Europe) qui ne parle plus depuis de nombreuses années déjà et qui, pour donner un signe de vie, se réfugie dans les trois F : fado, football et Fatima". Galvao se réclamait du DRIL (Directoire Révolutionnaire Ibérique de Libération). Le DRIL s'inspirait de la Révolution Cubaine et pensait déclencher une insurrection du jour au lendemain en Espagne et au Portugal. Depuis le DRIL s'est décomposé et il semble mort aujourd'hui.

"La philosophie de la vie du gouvernement clérical-fasciste de Salazar se fonde sur manger et travailler, payer les impôts, aller à la messe, et obéir aveuglément". À l'intérieur du gouvernement, trois forces s'espionnent : le clergé, la caste militaire réactionnaire et les agents de la finance, chacun voulant prendre la force de ses comparses, mais la PIDE, qui constitue une petite dictature dans la dictature, espionne tout. Le clergé collabore au fonctionnement du gouvernement, obéissant, bénissant et approuvant les mensonges et les crimes officiels... au nom de Dieu et de l'argent... Le pouvoir économique au pays est aux mains des trusts qui composent le gouvernement : ministres... sans exclure les membres du clergé, de l'armée et de quelques fils de l'oncle Sam ».

Angola et Mozambique

Il existe une véritable traite des noirs, appelée location des travailleurs, qui sont envoyés dans les mines de Rhodésie et d'Afrique du Sud au prix de 1 200 cruzeiros par tête.

En 1957, il y avait en Angola « un hôpital pour 200 000 habitants ; une infirmière pour 60 000 habitants et un médecin pour 10 000 ».

« ... Plus de 4 millions de noirs vivent sous la domination de 100 000 blancs... 97 % d'analphabètes ».

« Au Mozambique, la consommation de lait annuel est d'un litre par personne ; de viande : un kilo à peine ; mais de vin 5 litres, y compris les enfants. 78 000 blancs dominent 5 millions de nègres » (quant à la répression : un journal anglais de novembre montrait des photos d'Angolais enterrés vivants jusqu'au cou, ensuite un bulldozer passe et arrache les têtes...).

« La révolte du nègre de l'Angola n'est pas seulement un signe d'émancipation. C'est surtout le refus de la tyrannie des colonialistes ».

Cependant les objectifs des Angolais semblent extrêmement vagues, ce qui est presque normal, soit qu'ils n'aient pas choisi de système politique, soit qu'ils ne veuillent pas s'aliéner l'un ou l'autre bloc. Actuellement, plusieurs mouvements existent, qui se rejettent mutuellement l'accusation de ne pas vouloir s'unir et de faire ainsi le jeu de l'adversaire. Il y a le MPLA (Mouvement Populaire de Libération de l'Angola), l'UPA, le FUL (Front Uni de Libération de la Guinée et du Cap-Vert) ; le

CONCP. Déjà plusieurs leaders ont été exclus, et on ne sait pas grand-chose de l'action de tous ces mouvements sur le plan militaire.

L'image du Portugal qui découle de ce livre est loin de correspondre à celle que nous en peignent les touristes (belles plages, vie bon marché). Quand les touristes visitent les taudis et non plus les cathédrales, ils commencent à comprendre pourquoi et comment naissent les insurrections.

Israël RENOV

LA BELGIQUE ET LE CONGO

NOUS AVONS REÇU UNE LETTRE D'UN CAMARADE DE BRUXELLES NOUS DONNANT DES INFORMATIONS INTÉRESSANTES. NOUS LES PUBLIONS TELLES QUELLES, EN TANT QU'ARTICLE.

Dès avant l'indépendance du Congo, j'ai tenu à informer objectivement les camarades d'autres pays au sujet des problèmes politiques qui se posaient au Congo. Ce que j'exposerai ici (en guise de préface à d'autres études à ce sujet) est fondé sur des entretiens que j'eus avec des étudiants congolais (plus de 2 000 boursiers actuellement en Belgique) et sur les déclarations de l'ancien chef de cabinet de Lumumba.

Le Congo était déjà un « État indépendant » jusqu'en 1908, sous la dictature, à vrai dire féroce, du roi Léopold II, et après cette année, sous la dictature du ministère des Colonies. Les différents « conseils », tant au Congo qu'en Belgique, étaient purement consultatifs. Ces conseils étaient composés principalement de « monseigneurs » et de représentants des trusts qui dominaient tout l'édifice économique du Congo. C'est principalement l'Église, le Vatican, qui a voulu l'indépendance totale du Congo, surtout depuis qu'un ministre libéral et franc-maçon avait installé des écoles d'État, non confessionnelles, au Congo. Les Kasa Vubu, Adoula Iléo, Moboutou, etc. sont des fils « dévoués » de l'Église romaine. Bomboko, l'actuel ministre des Affaires est à peu près le seul libre-penseur, ancien étudiant de l'Université libre de Bruxelles.

Il faut noter également qu'en 1908 les députés socialistes n'ont accordé leur voix à la réforme constitutionnelle, qui acceptait la tutelle sur le Congo, à la condition qu'aucun milicien ne fût jamais envoyé là-bas. En 1959 et 1960, ce ne furent pas seulement les catholiques (environ 45 % des électeurs belges), mais aussi les socialistes, et avant tout les jeunes gardes socialistes, ainsi que tous les éléments dits de gauche qui se sont opposés à créer un corps expéditionnaire au Congo. Les parachutistes qui y furent envoyés en juillet 1961, après l'émeute de la « Force publique » étaient tous des volontaires de même que les « mercenaires » auxquels fit appel Tshombé. Toutes ces conditions font qu'il n'y a jamais eu rupture effective entre le Congo et la Belgique. Les rapports se re-normalisent petit à petit.

Tels sont les faits. Ce qui s'est passé dans la coulisse, dont je ne connais qu'une partie, devra un jour expliquer tout ce qui s'est écarté du schéma que je viens de tracer. Dès qu'il s'avérait que la Belgique allait « lâcher le Congo », des « vents variables » de toutes les directions se sont levés pour y mener leurs intrigues, toutes également sordides, d'où le cyclone : les Américains redoutaient la concurrence du cuivre katangais, et auraient bien souhaité la fermeture des usines du Katanga, au besoin en les bombardant ; les Hindous voulaient y installer un million de « coolies », l'Égypte nassérienne se fit le soutien du loumoumbisme ; le Ghana de Nkrumah s'en mêlait, etc.

Bien que sachant que l'ONU est un syndicat de gouvernements, je n'hésiterais pas, au début de juillet 1960, d'applaudir l'intrusion de l'Organisation mondiale dans les affaires congolaises. C'était le moindre mal, en égard surtout au danger de l'éclatement de guerres tribales – ce danger était bien connu ici en Belgique – non seulement entre Lulua et Balua, mais qui auraient opposé en quelques jours les nombreuses tribus du Congo à l'extermination réciproque.

Que d'autre part, et non seulement à cause de toutes ces intrigues, chacun y a perdu des plumes, c'était prévu également : l'ONU d'abord, y a perdu sa réputation, a été obligé de se démasquer, les hindous, les Éthiopiens, les Américains, les Belges (catholiques surtout, qui avaient espéré continuer leur domination par l'intermédiaire des catéchisés congolais), etc.

Lumumba devait mourir parce qu'il voulait laïciser le Congo. Il était plutôt libéral (comme Combes ou Gambetta en France) que communiste ; il n'y avait pas, à vrai dire, de communistes congolais.

Lumumba voulait transformer l'Université catholique « Lovanium » succursale de l'Université catholique de Louvain, en Université d'État. Cette raison, à côté de nombreuses autres, aurait été une raison suffisante pour l'écarter « par tous les moyens ».

C'est deux mois avant l'indépendance complète que le vice-président du parti de Lumumba, le sinistre Nendaka, actuellement le chef tout puissant de la police d'État du Congo, est venu prendre ses instructions et apprendre sa leçon, ici, à Bruxelles. Parmi ces instructions, figurait celle d'opérer la scission dans le parti de Lumumba, afin d'empêcher Lumumba de prendre le pouvoir. La manœuvre ayant échoué partiellement, parce que entamée trop tard, il ne restait qu'une seule alternative : tuer Lumumba...

L'Église compte encore toujours exercer une dictature ouverte ou occulte au Congo ; elle a déjà obtenu que tout l'enseignement lui soit confié. Elle estime qu'elle a bien commis certaines erreurs de tactique, mais que rien n'est perdu pour y installer sa dictature à elle. En effet, les principaux intellectuels du Congo sont des prêtres noirs, parmi lesquels il y a déjà une dizaine de monseigneurs, et des types sortis de leurs séminaires, dont le Président Kasa Vubu...

Les « assistants techniques » fournis par la Belgique, sont triés sur le volet ; la préférence est toujours donnée à des catholiques : c'est le cabinet de Kasa Vubu qui les choisit sur une liste communiquée par le gouvernement belge. Il est clair que par ce fait, les trusts belges se sentent rassurés. L'on a confié « le maintien de l'ordre », au sabre onusien, le goupillon et le capital se renforcent entre-temps, et se lavant les mains, se refont une virginité.

J'ai oublié de signaler dans mon préambule, que dès l'origine de la domination capitaliste belge, il a été entendu :

1. que la Belgique s'occupait du Congo pour « civiliser les nègres » – j'ai entendu cela dès l'école primaire – mais cela signifiait exactement et s'était écrit dans la « charte coloniale » que par civilisation on entendait la « civilisation chrétienne ». Ce fut le but unique de tous ceux qui ont jamais eu quelque chose à dire au Congo. Et nous savons que civilisation chrétienne a toujours voulu dire : sujets très soumis de la théocratie romaine, travaillant à la sueur de leur front afin d'enrichir leurs maîtres, instruments de Dieu.

2. que les colons ne pouvaient pas s'installer au Congo ; les rares personnes qui l'ont risqué devaient verser une garantie de 50 000 francs au gouvernement belge, avant d'obtenir leurs papiers et prendre tout à leurs frais et risques. Le Congo n'a jamais été une colonie de peuplement. Les blancs qui s'y rendaient étaient tous des missionnaires ou des administrateurs ; les premiers dépendaient directement du Vatican, les seconds recevaient leurs instructions de la dictature du ministère des Colonies ou des trusts. Les blancs qui ne faisaient pas partie de ces deux classes, étaient surveillés et n'avaient aucun droit, sauf celui d'exploiter les Noirs.

Aujourd'hui, Spaak est à New York. Il veut s'arranger avec les Américains inspirés par les Anglais, afin de constituer un front commun belgo-anglo-saxon et de faire en sorte que l'ONU puisse se retirer du Congo, sans perte de prestige. Il n'est pas impossible qu'on élabore une fédération un peu spéciale, faite de tout l'ancien Congo belge et de la Rhodésie du Nord (plus peut-être le Tanganyika), qui constituerait une sorte de « Marché Commun » au cœur de l'Afrique. Ce sont ces pays qui sont de très loin, les pays les plus riches, potentiellement, de tout le continent africain.

Le concile romain se préoccupe également du problème des missions qui ont, sur beaucoup de points du globe, subi des échecs retentissants ; il y est question de travailler dorénavant la main dans la main avec les missions protestantes. L'œcuménisme se réaliserait ainsi par le bas, d'abord.

Ils ont toutes chances de réussir au Congo pour la raison bien simple que les tribus congolaises sont encore livrées aux superstitions et qu'on ne peut imaginer un Noir devenir un athée. Des étudiants noirs de l'Université libre de Bruxelles, libre-exaministe et franc-maçonne, parcourent ici les bouquineries, à la recherche d'ouvrages sur la magie et les sciences occultes. Il faudra des dizaines d'années, avant qu'ils atteignent le niveau de culture de la moyenne de nos populations.

Je ne doute cependant pas qu'ils y parviendront car les Noirs du Congo, des Bantous et des Bakongos en majorité, sont des types très intelligents et dans le fond, sans préjugés. Tous les bouleversements auxquels ils assistent, ne font qu'aiguiser leur esprit, et des influences de toutes

sortes jouent pour leur faire comprendre que les « Pères » et les « Monseigneurs » ne leur ont pas tout dit et qu'il y a encore énormément à apprendre de ces sacrés blancs. Une autre caractéristique des Noirs du Congo après leur intelligence, est l'absence d'esprit de rancune ou de vengeance ; ils sont bon copains, mais ils sont volages, changeant leur fusil d'épaule avec une désinvolture déconcertante, n'ayant jamais peur de se contredire, d'une heure à l'autre, et prenant la vie toujours du bon côté...

Cette note est devenue plus longue que je n'avais voulu, je m'en excuse. Il faudra encore revenir à cette question.

J. D. S.

DANS NOTRE COURRIER

DU CAMARADE R.P. À CAEN :

« ... Je vous transmets seulement quelques réflexions. D'abord l'entreprise de Kolev est faussée, essentiellement en tant qu'elle reste dans une sphère intellectuelle, logique, empreinte d'un "idéal" alors que les problèmes sont et ont été posés (donc en voie de résolution) dans la pratique des masses insurgées. De cette pratique révolutionnaire, de ces actes historiques de la classe exploitée en insurrection, il n'est question nulle part. Ce n'est pas à Kolev de répondre théoriquement à la question, alors que les soviets et les comités d'usines de 1917-18 en Russie, ceux de Cronstadt, les partisans "makhnovistes", les ouvriers et paysans catalans, dans une certaine mesure les ouvriers d'Allemagne Orientale de 1945 à 47, enfin les conseils ouvriers hongrois (pour ne prendre d'ailleurs que parmi les exemples les plus connus) y ont répondu de par leur existence. Ensuite le vocabulaire employé par Kolev témoigne d'une énorme confusion intellectuelle. On ne sait jamais très bien de quoi il parle. Qu'entend-il par "marxisme" alors qu'il pose sur le même plan Marx, Kautsky, Lénine et Pavlov (!).

... Rien n'est clarifié, ce qui permet les sophismes sur lesquels toute l'étude est bâtie. Enfin, la confusion entre le "prolétariat" et le "parti" qui se réclame de lui, fonde toutes les belles absurdités logiques dont Kolev ne se montre pas avare ».

Du camarade J. de Bordeaux :

« ... En tout cas, cet article détonne sur l'ensemble des analyses publiées par NR. Il manifeste une ignorance totale du degré de bureaucratization [1] atteint dans les Associations de Province (et à l'échelle nationale) d'où un optimisme injustifié quant aux possibilités d'intervention à l'intérieur de l'UNEF ; il oublie aussi et surtout que le syndicat étudiant est profondément intégré à l'État en ce sens qu'il a renoncé définitivement à sa vocation de syndicat d'intellectuels à critiquer en pratique le contenu de l'enseignement et de la culture diffusés par l'État. Or, systématiquement l'UNEF ne s'attaque qu'aux méthodes et s'emploie à aider l'État dans cette diffusion (ronéoter des cours, par exemple). Enfin, l'attitude de militants révolutionnaires à l'égard de l'UNEF ne peut pas être calquée sur celle des militants révolutionnaires ouvriers à l'égard des syndicats ouvriers : seule une petite minorité d'étudiants est syndiquée et c'est cette minorité d'étudiants plus politisée (militants catholiques, PSU, communistes) donc la plus fermée à notre point de vue révolutionnaire. Contrairement à ce qui se passe en usine, il est possible de passer par dessus la tête du syndicat pour avoir une influence en milieu étudiant et y agir en toute autonomie. Les révolutionnaires n'ont rien à faire dans une organisation dont les raisons d'être sont 1°) d'obtenir de l'État une meilleure place à l'élite intellectuelle dans les hiérarchies sociales et 2°) de rationaliser la formation des cadres dont l'État a un besoin vital à l'intérieur du cadre de la culture et de la technologie capitaliste ».

Des camarades cubains, Miami (USA) :

« ... Maintenant nous t'écrivons avant tout, pour te donner signe de vie et t'exprimer notre désir de maintenir nos relations épistolaires en observant le ton fraternel que tu emploies dans ta lettre et qui est, en définitive, le seul qui permette un échange fécond d'idées et de concepts. Nous ne traiterons pas ici les points très intéressants de ta lettre, car nous n'en avons pas le temps en ce moment. Cependant nous tenons à te dire qu'en général nous sommes d'accord avec tes appréciations, bien que nous estimions nécessaire de rectifier quelques-unes de tes informations sur la prétendue révolution cubaine.

Nous avons également lu la suite de ton travail sur Cuba dans le n° 21 de NR et nous avons vu avec plaisir que tu utilises pas mal de renseignements de notre bulletin. Nous te répétons que tu peux faire appel à nous avec la plus grande franchise chaque fois qu'il te manque des informations sur telle question concrète sur Cuba. Il est impossible que nous soyons totalement objectifs dans ce que nous faisons, étant donné que nous sommes des militants révolutionnaires parfaitement définis face à la dictature totalitaire castro-communiste, mais nous sommes en train de faire, comme tu le dis

toi-même, un véritable effort pour observer de notre côté un ton positif et impartial sur un thème qui “en même temps nous déchire l’âme”, et malgré cela, beaucoup de gens dans le mouvement anarchiste international nous accusent des pires choses dont on peut accuser une poignée d’hommes qui ont tout perdu, car beaucoup sont au bagne, et d’autres ont perdu la vie devant des pelotons d’exécution pour rester fidèles à leurs principes (...)

... Nous voulons seulement te signaler que la crise cubaine posée par les États-Unis à l’Union Soviétique à cause de la présence à Cuba d’armes offensives de longue portée (partiellement résolue par Kennedy et Khrouchtchev sans la participation de Castro) a mis en évidence l’intervention politique et militaire de la Russie à Cuba. Ce fait obligera ceux qui défendent la thèse de la “non-intervention” à changer totalement leur position, car si on attaque l’intervention américaine, on doit, par voie de conséquence, attaquer l’intervention soviétique, et si on n’attaque pas la seconde, on ne peut non plus attaquer la première. Nous, de notre côté, nous maintenons l’opinion selon laquelle le problème cubain lui-même – tant celui qui est à Cuba, que celui qui est à l’étranger – en utilisant ses propres forces, et en luttant pour ses propres objectifs, sans hypothéquer son avenir. Cette ligne est la plus difficile, mais elle est la plus correcte (...)

Voici des textes de Malatesta sur Cuba (1900) ; ils ont une étrange résonance en 1962 :

“Les travailleurs cubains ont lutté héroïquement pour l’indépendance de leur pays ; pour elle, ils ont sacrifié le pain de leurs petits enfants, pour elle, ils ont versé des torrents de sang. Il serait dommage, vraiment dommage si tant d’héroïsme et tant de sacrifices devaient amener uniquement un changement de patrons, comme cela est arrivé dans d’autres pays...

Pour être libre, il faut abolir non seulement tel ou tel gouvernement, mais l’institution même du gouvernement, qui donne à quelques-uns le droit et le moyen d’imposer aux autres leur propre volonté ; et pour que la liberté ne soit pas une vaine parodie, il faut abolir le droit de quelques-uns à s’approprier le travail d’autrui...

On a dit que les anarchistes sont les ennemis de l’indépendance cubaine, on a dit enfin que ma présence à Cuba est un mal pour elle. La vérité est que les anarchistes, parce qu’ils sont les ennemis de tous les gouvernements et qu’ils réclament le droit de vivre et de se développer en toute liberté parmi tous les groupes ethniques et sociaux et tous les individus, doivent nécessairement s’insurger contre le gouvernement de fait, et être au côté de tout peuple qui lutte pour sa liberté”.

... Les camarades cubains signalent dans leur bulletin (décembre 1962) que deux militants anarchistes ont été fusillés par la police castriste :

Augusto SANCHEZ-ESPINOSO, 17 ans, paysan.

Ventura SUAREZ-DIAZ.